



SPECTACLE ET POLITIQUE

Simulation
et dissimulation.
Comment distraire
le bon peuple
de France ?

HADJ AHMED BEY

Le Quotidien
Edition Nationale d'Information D'ORAN



■ Quand
l'Algérie
a envahi
la France
(et
distribué
des dattes
sur les
Champs-
Élysées)

SALAH LAKOUES

SE RÉAPPROPRIER
LE COURS DU MONDE

■ Progresser dans
l'interdépendance

AREZKI DERGUINI



L'ACTUALITÉ AUTREMENT VUE

■ Alliés
sous tutelle

MUSTAPHA AGGOUN



■ Le numérique
n'isole
pourtant pas

SID LAKHDAR BOUMEDIÈNE



■ Que vienne la
paix des stades !

CHERIF ALI



■ Livres : Rachid
le grand !

BELKACEM AHCENE-DJABALLAH

P. 4 à 8

Distribution de l'aide à Ghaza
**Rejet du plan
américano-israélien**
**Mercredi, 586^e jour de l'agression
sioniste et 74^e jour de blocus
humanitaire total, l'armée sioniste
poursuit ses massacres contre la
population civile de Ghaza.**

Mohamed Mehdi

Le nouveau bilan statistique quotidien du ministère palestinien de la Santé de l'enclave, publié hier, indique que le nombre de victimes de la barbarie israélienne durant les précédentes 24h (mardi) est passé à 20 martyrs (dont 1 corps retrouvé sous les décombres) et 125 blessés, portant le nombre global des victimes depuis le 7 octobre 2023 à 52.928 martyrs et 119.846 blessés. Le document ajoute que le nombre de victimes recensées depuis la reprise des bombardements, le 18 mars dernier, s'élève à 2.799 martyrs et 7.805 blessés.

En outre, le document du ministère de la Santé a fait état du bilan provisoire de 70 martyrs et de dizaines de blessés, suite aux massacres sionistes commis depuis l'aube de mercredi jusqu'aux environs de 11h de la même journée.

Un correspondant d'Al Jazeera à Khan Younes a rapporté au moins «six frappes aériennes israéliennes (qui) ont ciblé les environs de l'hôpital européen de Ghaza de la ville» depuis le début de la matinée jusqu'à la mi-journée. Le journaliste a également fait état d'une attaque de drone ciblant un bulldozer dans la cour de l'hôpital européen de Khan Younes.

«Les raids brutaux et intensifs lancés par l'armée d'occupation fasciste depuis l'aube d'aujourd'hui (mercredi), en particulier dans le nord de la bande de Ghaza, ciblant des maisons densément peuplées, entraînant la mort de plus de soixante-dix personnes» est un «comportement barbare qui n'apportera aucune victoire au criminel de guerre Netanyahu», a déclaré le Hamas dans un communiqué.

Pour le Mouvement, ces bombardements, qui interviennent au moment où «les médiateurs cherchent à parvenir à un cessez-le-feu et à conclure un accord d'échange de prisonniers», sont l'expression de la volonté de Netanyahu «d'intensifier l'agression et les massacres contre des civils innocents, dans le but de saper ces efforts, au service de son agenda politique».

**«CONDITIONS
INHUMAINES»**

Mardi soir, le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires a

dénoncé les «conditions inhumaines» imposées par Israël aux civils dans les territoires palestiniens occupés. S'exprimant lors d'une réunion du Conseil de sécurité, il a souligné que la «méthode de distribution de l'aide à Ghaza établie par Israël n'est pas la solution».

Le plan israélien, soutenu par les Etats-Unis, a été également rejeté en bloc par les ambassadeurs des quatre autres membres permanents du Conseil de sécurité, selon un compte rendu d'Al Jazeera English.

Le représentant de la Chine a critiqué le plan américano-israélien de distribution d'aide à Ghaza, et a rappelé à Israël ses devoirs en tant que puissance occupante et a critiqué le rôle des Etats-Unis dans l'élaboration de ce plan. Fu Cong, a déclaré que «Israël doit remplir ses obligations (...) en levant immédiatement le blocus et en rétablissant le plein accès aux approvisionnements», soulignant que les agences de l'ONU l'ont «catégoriquement rejeté».

La Russie a critiqué également le plan américano-israélien. «Au lieu de faire preuve de volonté politique et d'ouvrir les points de passage frontaliers, [Israël] a annoncé la mise en place d'un nouveau mécanisme de distribution de l'aide» dont le but est «de rendre complice les agences de l'ONU de l'opération militaire israélienne», a déclaré Vassily Nebenzia, le représentant permanent russe.

Le Royaume-Uni et la France ont rejeté à leur tour le plan américano-israélien. «Le Royaume-Uni ne soutiendra aucun mécanisme d'aide visant à atteindre des objectifs politiques ou militaires ou mettant en danger des civils vulnérables», a déclaré la représentante du Royaume-Uni auprès de l'ONU, Barbara Woodward. Elle a ajouté : «Nous appelons Israël à collaborer de toute urgence avec l'ONU afin de garantir un retour à une distribution d'aide conforme aux principes humanitaires.»

Le représentant français auprès des Nations Unies a déclaré : «Nous nous opposons au mécanisme de distribution et de gestion de l'aide humanitaire proposé par Israël», appelant ce dernier à «lever immédiatement les obstacles à l'acheminement de l'aide humanitaire et à l'activité des travailleurs humanitaires à Ghaza», et considérant que «les violations du droit international par Israël ne contribueront pas à sa sécurité et mettront en danger la stabilité de la région»

ANALYSE

Abdelkrim Zerzouri

**Privilégier
le dialogue**

Le Premier ministre libyen Abdelhamid Dbeibah sort, renforcé d'une nouvelle bataille qui a secoué Tripoli dans la nuit du lundi au mardi 13 mai 2025, tout juste parce que le gouvernement d'Union nationale en Libye a annoncé, mardi matin, avoir repris le contrôle de la situation. Ainsi ont titré plusieurs médias étrangers d'une manière «tendancieuse» au lendemain de cette reprise des violences dans la capitale libyenne, relativement épargnée des affrontements entre miliciens depuis l'été 2023. Un calme qui a été bousculé brutalement par ces affrontements aux armes lourdes, et qui ont fait craindre le pire pour les populations civiles.

Certes, un gouvernement capable d'assurer l'ordre et la sécurité est un signe de stabilité qui peut faire régner la quiétude, mais en déclarant le Premier ministre libyen Abdelhamid Dbeibah gagnant, ne cherche-t-on pas à provoquer l'amour-propre du clan rival pour l'inciter à s'engager dans cette voie des violences afin de prouver le contraire et affirmer sa position forte face au gouvernement d'Union nationale ? En tout cas, quiconque veut du bien à la Libye ne s'empressera pas de déclarer la victoire d'un clan sur un autre, mais cherchera plutôt à concilier les parties libyennes de toutes tendances et quelles que soient les positions des uns et des autres.

C'est la voix de l'Algérie qui donne l'exemple, et qu'il faut entendre, quand elle s'est empressée non pas de saluer une quelconque victoire d'un clan sur un autre mais de réitérer son appel à privilégier le dialogue en tant que «seule issue pour surmonter les différends». A la lumière de ces développements graves, l'Al-

gérie réitère son appel sincère et pressant, à l'ensemble des frères libyens pour qu'ils s'engagent dans la voie du dialogue en tant que seule issue

pour surmonter les différends, à faire preuve d'un sens élevé de responsabilité nationale et placer l'intérêt suprême du peuple libyen au-dessus de toute considération conjoncturelle ou calcul étroit», indique, dans ce contexte, un communiqué du ministère des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires.

Ajoutant que l'Algérie tient à affirmer que «la Libye, pays frère, a besoin, aujourd'hui plus que jamais, de l'unité de tous ses enfants et de leur réconciliation, loin de la division et de la discorde, afin de faire avancer le processus politique conduit sous l'égide des Nations unies vers une solution tant attendue». La victoire ne serait victoire que si toutes les parties en conflit unissent leurs efforts pour mettre fin à cette longue guerre qui a usé le pays.

Il ne peut pas y avoir de gagnant tant que le peuple ne s'est pas exprimé dans des élections libres pour choisir ses dirigeants. De son côté, la Mission d'appui des Nations unies en Libye (Manul) s'est dite «alarmée par l'évolution de la situation, marquée par d'intenses combats à l'arme lourde dans des zones civiles densément peuplées». La mission avait, par ailleurs, rappelé que les attaques contre les civils peuvent «constituer des crimes de guerre», et déclaré son soutien aux «efforts des notables et des dirigeants communautaires pour apaiser la situation». Et il y a le silence, lourd de sens, de certains pays arabes qui jettent l'huile sur le feu pour que la Libye soit à leurs bottes ou en proie aux violences et aux divisions des rangs.

Sahara occidental
**Appel à élargir la mission de la MINURSO
aux droits humains**

El-Houari Dilmi

«Le régime du Makhzen marocain met tout en œuvre pour nourrir le statu quo dans le dossier du Sahara occidental, dernière colonie en Afrique», a indiqué, hier mercredi, Saïd Ayachi, président du Comité de soutien et de solidarité avec le peuple Sahraoui (CNASPS).

Invité de la Radio nationale, Saïd Ayachi, a estimé que le Maroc «s'entête à pérenniser le fait accompli au Sahara occidental dont le peuple continue de subir le calvaire au quotidien dans les territoires occupés», ajoutant que «l'interdiction de visite des militants des Droits de l'Homme, avocats des détenus politiques sahraouis, parlementaires et journalistes, dans ce pays colonisé, est justement orchestrée pour cacher l'amère vérité au monde entier, celle des violations et autres forfaits perpétrés par l'occupant marocain». «L'occupant marocain prend même des leçons de son allié et complice sioniste dans une sorte de parfaite superposition de leur mode opératoire dans le fait colonial aussi bien en Palestine occupée qu'au Sahara occidental», a encore argumenté l'invité

de la Radio. Saïd Ayachi a estimé que «le Maroc et l'entité sioniste sont les deux seuls régimes au monde qui violent impunément le droit international et foulent au pied les résolutions des Nations unies», a-t-il souligné. Au sujet de la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO) dont le Maroc réclame «la fin de mandat», Saïd Ayachi a explicité la position de l'Algérie qui, elle, appelle à «recadrer ou réadapter» la mission de cette instance onusienne, créée justement par une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU qui stipule, expressément, l'organisation d'un référendum au Sahara occidental, en plus de la surveillance du cessez-le-feu signé en septembre 1991, a-t-il estimé, déplorant au passage l'exclusion du respect des droits humains dans cette même résolution. «Il faut surtout élargir la mission de la MINURSO aux droits humains qui sont, sans cesse, bafoués par l'occupant marocain à l'écart des yeux de la Communauté internationale dont les représentants sont systématiquement interdits d'accès dans le territoire occupé», a insisté l'hôte de la Radio, exprimant son «étonne-

ment» et son «regret» de voir le Maroc présider le Conseil des Droits de l'Homme à l'ONU, «c'est la liberté du loup dans le bergerie», a-t-il martelé.

Concernant le prononcé définitif de la Haute chambre de la Cour de justice de l'UE concernant la spoliation des ressources naturelles sahraouies, par l'occupant marocain, Saïd Ayachi l'a qualifiée de «victoire éclatante» du peuple sahraoui, qui «consacre dans les faits le Polisario comme le seul représentant légitime, propriétaire des ressources naturelles du Sahara occidental».

La proposition visant à contrer toute tentative de la part du gouvernement espagnol de transférer le contrôle de l'espace aérien du Sahara occidental au Maroc, adoptée par la Commission des Affaires étrangères du Congrès des députés (Parlement espagnol), a été qualifiée par le président du Comité de soutien et de solidarité avec le peuple sahraoui, d'une «autre grande victoire» du Sahara occidental, dénonçant au passage la décision des autorités françaises d'investir 150 millions d'euros au Sahara occidental occupé, «au mépris total du Droit international», a-t-il conclu.

Le Quotidien
DORAN

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21
Fax et Rédaction: 041.23.25.20
Imp. : Oran : imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine : S.I.E.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail : infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr

Diffusion : Ouest et Centre : SDPO - Est: SO.DI. PRESSE

«Pour votre Publicité s'adresser à : l'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité» - Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger - **Téléphone** : 020.05.20.91 / 020.05.10.42 - **Fax** : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77
E-mail : agence.regie@anep.com.dz / programmation.regie@anep.com.dz / agence.oran@anep.com.dz / agence.annaba@anep.com.dz / agence.ouargla@anep.com.dz / agence.constantine@anep.com.dz

Le ministre de la Justice Guerre implacable contre les bandes de trafiquants de drogue

Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Lotfi Boudjemaa a affirmé, mardi à Alger, que l'Etat algérien est déterminé à mener une guerre implacable contre les bandes de trafiquants de drogue et à faire face à ce crime grâce à ses hommes loyaux.

Répondant aux questions des membres de l'Assemblée populaire nationale (APN) sur le projet de loi relatif à la prévention contre la drogue, le ministre a souligné que la situation est grave et que s'il s'agissait d'une guerre contre l'Algérie, celle-ci est déterminée, "grâce à ses hommes loyaux des corps de sécurité et de l'Armée nationale populaire (ANP)", à neutraliser les bandes de trafiquants de drogue, ajoutant que "la justice sera intransigeante et les éradiquera".

Le ministre a justifié l'amendement de la loi relative à la prévention contre la drogue et les comprimés psychotropes en si peu de temps, par la prolifération alarmante de ce fléau ce qui a exigé sa révision "pour mettre un terme à ce crime par des moyens coercitifs", rappelant les quantités importantes de comprimés psychotropes saisies dans des zones distinctes du pays. Au sujet de l'introduction de la peine capitale, le ministre de la Justice a affirmé que l'Algérie "en tant qu'Etat est souveraine pour prendre n'importe quelle décision pour lutter contre le crime selon la manière qu'elle juge la plus appropriée", ajoutant que face à la gravité de la situation, l'Etat algérien a estimé que cela "exige l'activation de la peine capitale".

Quant à la proposition de joindre aux dossiers des candidats aux concours de recrutement, des tests médicaux négatifs au dépistage de substances ou de comprimés psychotropes, M. Boudjemaa a souligné que l'objectif de cette mesure est de "prendre en charge les concernés en cas de résultats positifs".

A cet effet, le ministre a affirmé que toutes les wilayas disposent de centres de désintoxication de drogue et qu'en application des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, "il sera procédé à la construction de quatre autres centres modernes de prise en charge

des victimes de drogues". S'agissant des incitations financières prévues pour les lanceurs d'alerte dans le projet du texte de loi, le ministre a indiqué que l'Algérie était le seul pays arabe à adopter une telle mesure, précisant qu'il s'agit d'une récompense pécuniaire accordée uniquement à toute personne ayant fourni des informations ayant conduit à des résultats positifs, et que "toute information visant à impliquer injustement une personne engage l'entière responsabilité de son auteur".

Concernant la possibilité de fermeture d'établissements hôteliers, le ministre a expliqué que l'article "s'adresse au propriétaire ou au responsable de l'hôtel ayant transformé l'établissement en lieu de trafic de drogues".

En réponse aux questions des députés, le ministre de la Justice a également évoqué la question de l'incitation à la consommation de drogues, quel qu'en soit le moyen (chant, etc...), réitérant que toute incitation à un acte criminel est punie par la loi. Par ailleurs, M. Boudjemaa a appelé à la prudence face aux informations non vérifiées, rappelant que, lorsqu'une affaire nécessite d'être portée à la connaissance de l'opinion publique, "les parquets de la République communiquent l'information via des communiqués".

A cette occasion, le ministre de la Justice, garde des Sceaux, a apporté des clarifications concernant des informations récemment relayées sur les réseaux sociaux, relatives au viol de "40 enfants dans la wilaya d'Oran" par un individu, ainsi qu'à l'arrestation d'un fonctionnaire du ministère en possession de stupéfiants et de téléphones portables.

Il a précisé, à ce sujet, que la première affaire concerne un individu actuellement "sous enquête judiciaire", et que l'affaire "concerne, présentement, un seul cas de viol".

En ce qui concerne la seconde affaire, le ministre a indiqué que le fonctionnaire en question (un chauffeur) était en possession de "79 g" de stupéfiants et de deux téléphones portables, et qu'il se trouvait dans son véhicule personnel, contrairement à ce qui a été rapporté.

Habitat

Nouvelles conditions de cession des biens de l'Etat et de l'OPGI

De nouvelles conditions de cession des biens immobiliers de l'Etat et des biens gérés par les offices de promotion et de gestion immobilière (OPGI) ont été fixées dans un décret exécutif publié au Journal officiel (N 28), offrant notamment un délai de paiement pouvant atteindre 25 ans en cas d'achat à tempérament.

Ce texte, le décret exécutif n 25-135 du 27 avril 2025, signé par le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, modifie et complète le décret exécutif n 18-153 du 4 juin 2018, qui définit les conditions et modalités de cession des biens immobiliers de l'Etat et des biens gérés par les OPGI.

Les postulants peuvent désormais déposer leur dossier d'acquisition en format papier ou via une plate-forme numérique dédiée. Les occupants légaux des biens immobiliers à usage d'habitation peuvent les acquérir au comptant ou à tempérament, bénéficiant dans ce cas d'un délai de paiement de 25 ans maximum.

Ils peuvent également bénéficier

de la défalcation du montant des loyers déjà payés depuis leur entrée dans le logement jusqu'à la notification de la décision de cession, sur présentation d'une attestation de mise à jour des loyers délivrée par le service gestionnaire.

Les demandes d'acquisition des biens appartenant à l'Etat doivent être déposées auprès des commissions de circonscription administrative ou des commissions de daïra, tandis que celles concernant les biens gérés par les OPGI doivent être déposées auprès des services de l'OPGI concerné.

Le directeur général de l'OPGI dispose d'un délai d'un mois pour examiner toute demande et notifier sa décision, le prix de cession et l'engagement d'acquisition au postulant, par lettre recommandée avec accusé de réception, conformément au modèle fixé par arrêté du ministre chargé de l'habitat.

En cas de désaccord, les recours doivent être adressés à la commission de recours de la direction du logement de wilaya.

Tebboune achève sa visite d'Etat en Slovénie

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a achevé, mercredi après-midi, une visite d'Etat qu'il a effectuée en République de Slovénie, à l'invitation de son homologue slovène, Mme Natasa Pirc Musar.

Lors de sa visite, le président de la République a eu un entretien, en tête-à-tête, avec la présidente de Slovénie, élargi aux membres des délégations des deux pays.

Il a, également, coprésidé avec son homologue slovène l'ouverture des travaux du Forum algéro-slovène des hommes d'affaires.

Le président de la République s'est entretenu, par ailleurs, avec le Premier ministre de Slovénie,

M. Robert Golob, avec qui il a signé la Déclaration commune entre l'Algérie et la Slovénie, ainsi que plusieurs accords et mémorandums d'entente portant sur la coopération dans divers secteurs stratégiques.

A cette occasion, le président de la République a été reçu par la présidente de l'Assemblée nationale de la République de Slovénie, Mme Urska Klakocar Zupancic.

Pour rappel, le président de la République est arrivé lundi dans la capitale Ljubljana pour une visite d'Etat en Slovénie, accompagné d'une délégation ministérielle et des hommes d'affaires.



Réunion du Gouvernement

Numérisation et hadj à l'ordre du jour

Le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, a présidé, mercredi, une réunion du Gouvernement consacrée à l'examen de communications et projets de loi relatifs à la numérisation, la justice et les mines, ainsi que le Hadj et les préparatifs pour l'accueil des membres de la communauté nationale établie à l'étranger, indique un communiqué des Services du Premier ministre, dont voici le texte intégral:

«Le Premier ministre, Monsieur Nadir Larbaoui, a présidé, ce mercredi 14 mai 2025, une réunion du Gouvernement consacrée à l'examen des moyens de renforcement des mesures prises en matière de modernisation de l'administration publique et de simplification et d'amélioration des procédures administratives à travers le processus de numérisation, en exécution des directives données par Monsieur le Président de la République à cet effet. Les progrès réalisés en matière de simplification des procédures administratives et les différentes mesures proposées pour

améliorer le cadre juridique y afférent ont été examinés, afin d'assurer la consolidation des acquis et de garantir l'amélioration de la qualité des services fournis aux citoyens. Par ailleurs, et dans le cadre du parachèvement du dispositif juridique et institutionnel national relatif à la prévention et à la lutte contre la traite des personnes, et en vue d'assurer sa cohérence avec les engagements internationaux de notre pays en la matière, le Gouvernement a examiné un projet de décret exécutif fixant le mécanisme national de prise en charge des victimes de la traite des personnes, pris en application de la loi n 23-04 du 7 mai 2023 relative à la prévention et à la lutte contre la traite des personnes, et ce, à travers un ensemble de mesures et de procédures visant à assister, protéger, prendre en charge et accompagner les victimes dans leur réinsertion sociale.

D'autre part, et dans le cadre du suivi de la mise en œuvre du projet minier de Gara Djebilet, déci-

dé par Monsieur le Président de la République, notamment dans son volet relatif aux infrastructures de transport des produits miniers, le Gouvernement a examiné un projet de décret exécutif portant déclaration d'utilité publique l'opération relative à la réalisation de la liaison ferroviaire Hassi Mefsoukh-Mostaganem, et ce, afin d'alléger la pression sur les infrastructures portuaires de l'Ouest du pays et de renforcer les services de transport par la connexion des villes traversées par cette ligne ferroviaire.

Enfin, le Gouvernement a entendu une communication sur les conditions du lancement des premiers vols des hadjis vers les Lieux saints, ainsi qu'aux préparatifs effectués pour leur accueil et leur accompagnement durant l'accomplissement de leurs rituels.

Il a également été procédé à l'examen des différentes mesures et procédures mises en œuvre pour assurer un accueil optimal des membres de la communauté nationale résidant à l'étranger lors de la saison estivale 2025".



Un parti est une machine pour un programme. Il ne peut se prévaloir des vertus de cellule dormante

ou rendre sa présence uniquement dans un bulletin de vote. Il n'est ni un immeuble mis en location, ni une horloge carillonnant à un temps quinquennal. Il ne marche pas uniquement au rythme d'un calendrier. Il est bien censé être un souffleur d'actions qui agit dans l'âtre central de la nation. Insuffler l'âme dans un corps social en quête de projet. C'est des partis d'où émergent les bourgeois des futurs personnages politiques. Une pépinière, à vrai dire, qui veille à couvrir en son sein l'essence embryonnaire de la conscience nationale. Le silence qui les rend aphasiques et l'atrophie qui les figent ne sont pas dus au manque de nutrition ou de sujets saillants, mais au manque d'usage, à la paralysie organique. Tous ou presque ne marquent un signe de vie que par voie de communiqués épisodiques.

Qu'ils s'inscrivent dans le giron du pouvoir ou à son opposé, nos partis n'envoûtent pas trop de monde. Seuls, ceux qui lorgnent un siège communal ou parlementaire nourrissent une certaine adhésion, démunie toutefois de toute conviction idéologique partisane. Il n'y a plus la ferveur de cette lutte politique pour un programme, pour un idéal. Fini le temps des grands débats contradictoires, de la confrontation des idées et des propositions d'avenir. Rien, tout est devenu stérile. Le parti n'est pris que dans la fonction de probable tremplin pour une fonc-

Partis : ménopause ou léthargie ?

tion élective, quand on n'a pas les compétences requises pour mener à bien une carrière professionnelle.
 On préfère être dans une assemblée, là où il n'y a aucun pré-requis. Le parti est donc, pour une majorité notamment de jeunes recrues, une agence d'emploi de surcroît pour ceux qui n'ont pu réussir ailleurs. Car, l'indemnité octroyée, en plus du laissez-passer d'élus peuvent soutenir la carence carriérale. Le paysage politique semble être à l'arrêt, si ce n'est un frémissement réunionnal par-ci ou par-là de certaines enseignes partisanes et encore avec leurs propres acquis. Seul l'Etat et ses démembrements, heureusement d'ailleurs, sont là pour maintenir autant soit peu le sens de l'animation. Cette panne qui frappe les partis, les a même gelés, jusqu'à ne plus les voir s'investir en termes de commémoration ou de mémoire. Si les meetings, les conclaves, les marches sont soumis à autorisation, rien n'empêche leur présence lors des rendez-vous historiques. Les fêtes nationales ne sont «fêtées» que par la wilaya et la commune. Ce 1^{er} mai ou le 8, entre autres, l'illustre bien. Le PT de Louisa Hanoune a bien, cependant marqué sa présence en la jumelant avec la résistance palestinienne. Pour un renouvellement de souffle et une résurrection salutaire ; il est indispensable qu'un sursaut vienne régénérer les hormones de fertilité, afin de créer de nouvelles forces, de nouveaux leaders, de nouvelle progéniture. La refondation du mode de fonctionnement des partis, la loi les concernant est d'une primordialité.

Spectacle et politique

Simulation et dissimulation.
Comment distraire le bon peuple de France ?



Par Hadj Ahmed Bey

Un chef d'Etat, c'est à la fois une forme et un contenu. Un cap et un discours performatif.

Un contenu pour fixer les objectifs, inscrits dans une continuité, un mythe national, avec une articulation du plus lointain passé au présent le plus court et le plus problématique. Il ne faut pas oublier qu'un c'est d'abord une solution à des difficultés ressenties par la majorité des citoyens. Le contenu porte donc sur les problèmes posés et leur traitement, avec les résultats obtenus à diverses échéances que les gouvernants exposeraient aux gouvernés.

C'est aussi une forme : un chef d'Etat est aussi un rhéteur émérite capable d'exposer de manière cohérente et compréhensible par tous un contenu politique, à même de faire partager des choix.

Il arrive qu'une forme soit à elle-même son propre contenu. L'histoire de l'art peut s'en prévaloir. Pas l'ordre politique qui ne peut renvoyer à lui-même. Seul un dieu peut revendiquer l'auto-référence et une bijection qui ferme de l'intérieur.

Une mauvaise manière est entrée dans les us et coutumes de la V^{ème} République finissante.

Au lieu de rendre les comptes de l'exercice que lui ont confiés les électeurs, régulièrement, E. Macron organise un show national auquel il convie les Français, en toute impunité politique, pour les divertir et les éloigner de ce qui les préoccupe et les intéresse au premier chef.

Il remet ça ce mardi 13 mai 2025 sur TF1. Le même spectacle continue et se répète. Récapitulons :

- **2017** : « **Conférence nationale des territoires** ». (Sénat, 17 juillet, Cahors, déc. 2017) **Objectif** : rapprocher les citoyens des collectivités et maîtriser la dépense publique. **Résultat** : Près de 10 ans plus tard rien n'a changé à la condition des collectivités territoriales qui reçoivent moins et qui sont « chargées » de plus en plus. - **2018** : « **Le grand débat national** ». Annoncé en décembre 2018, lancé le 19 janvier 2019. Une consultation sans précédent surtout pour répondre aux revendications des Gilets Jaunes. **Résultat** : 20 000 carnets de doléances qui ont fini dans les oubliettes des préfectures.

- **2019** : « **La convention citoyenne pour le climat** » (CCC). « Proposer des mesures pour réduire les émissions de gaz à effet de serre d'au moins 40% à l'horizon 2030 dans une logique de justice sociale » : Tel a été l'un de ses objectifs, réunie d'octobre 2019 à juin 2020 à la demande du président de la République. Ce qui devait en sortir devait être « soumis sans filtre au Parlement » (E. Macron). **Résultat** : sur les 149 propositions, seules 18 (12%) ont été retenues. Quant à la lutte contre le réchauffement climatique, il en est de la CCC, comme il en fut de la COP 21, le bricolage de L. Fabius (un autre acrobate, ami de El Nusra qui continue la destruction de la Syrie). **2020-2021**. Pas de spectacle au cours des années Covid. L'Elysée a fait relâche. Il reprendra l'année suivante.

- **2022** : « **Conseil national de la refondation** » (8 septembre 2022, à Marcoussis) dont le secrétaire général était l'actuel Premier ministre François Bayrou. Il y a eu un prestigieux « ministère du nouveau démocratique » attribué à Olivier Véran pour solde de tout compte. Des milliers d'experts mobilisés dans tout le pays, sur tous les sujets (éducation, santé, logement, climat, biodiversité, numérique, travail...). Des milliers de propositions ont été produites. **Résultat** : rien n'a été retenu de toutes ces contributions.

Et même si certains pourraient prétexter la « dissolution », il est fort probable que, comme les précédentes, cette initiative n'aurait, de toutes les façons, débouché sur... rien.

Macron est une machine à fabriquer du néant politique tout en s'évertuant avec minutie et entrain à laisser son pays peu à peu s'affaïsser : déficits (budgétaire, commercial, politique, diplomatique...), endettement, perte de marchés, désindustrialisation...

Mardi 13 mai 2025. « Les défis de la France ». Le président français s'est remis en scène pour une soirée à grand spectacle sur TF1 à 20h10. Il a été interrogé par des « personnalités de la vie civile », syndicalistes, contribuables, associatifs, politique à identité indéterminée... comme cela s'était déjà produit dans émissions similaires précédentes.

Une audience médiocre de moins de 5 millions de téléspectateurs.

Le maître céans est coutumier du procédé. Ce n'est pas la première fois qu'il a recours aux grandes messes médiatiques et ce n'est pas la première fois que cela ne débouche sur aucune décision, ni aucun changement bruyamment annoncé. Des mots, rien que des mots, toujours des mots qui font écho au vide... sans aucune performance.

Dans la « démocratie participative » macronienne, il n'y a ni démocratie ni participation.

DU ZELENSKY BIS

Pas un jour sans micro ni caméra. Pas un jour sans un communiqué bruyant aussitôt oublié.

Objet : tenter de circonscrire les thèmes sur lesquels les Français souhaiteraient être interrogés par référendum. Lors de ses vœux fin décembre, E. Macron avait ouvert la porte à une consultation des Français, court-circuitant les procédures ordinaires et les institutions, le Parlement, par exemple, sous forme de référendums ou à de « conventions citoyennes ». De la crise ukrainienne rien que de plus que ce que les médias « embarqués » répètent inlassablement tous les jours. Chacun sait que ni l'Union ni les quatre « coalisés volontaires » qui se sont réunis à Kiev samedi dernier, encore moins la France, n'existent et ne pèsent sur les événements.

V. Zelensky le sait d'autant mieux que c'est seulement D. Trump qu'il veut à Istanbul, la seule clef qui donne accès à Poutine. Pas Macron ni V. Leyen... que d'ailleurs personne ne veut rencontrer.

Tout le monde observe l'état d'isolement du « vieux continent », les grandes difficultés politiques intérieures de ces pays emmurés et surtout leur grande dépendance atlantiste. Ils ne peuvent respirer sans l'aval

de Washington. Pour cela, il suffit de parcourir leurs carnets de commandes militaires, toutes adressées au complexe militaro-industriel américain, au moment même où ils prétendent vouloir se doter d'une défense européenne.¹

Une défense sans objectifs communs, sans coordination, sans généraux, sans langue commune (à l'exception du global baragouiné par leurs officiers formatés par l'OTAN). Réécoutez J. Brel et l'histoire de Zangra égaré dans le désert des Tartares...

Le « couple franco-allemand » est une fiction à laquelle le Général n'a jamais cru et qu'il avait inventée (avec la complicité d'une Allemagne émasculée et qui n'a pas cessé de l'être) pour s'interposer dans le dialogue des « Grands » auquel son pays n'a jamais véritablement appartenu.²

L'Ukraine a occupé l'essentiel des propos du président et de ses interlocuteurs.

A la question de savoir s'il était disposé à reprendre langue avec V. Poutine, les journalistes qui lui ont posé la question auraient dû se souvenir qu'à la fin de l'année 2022, c'est le Kremlin qui ordonna de ne plus prendre de coups de fil venus de l'Elysée.

A la question de savoir si les actions menées par Israël dans la bande de Gaza relevaient du génocide, comme l'ont dénoncé plusieurs pays à travers le monde, Emmanuel Macron a courageusement répondu qu'il n'appartenait pas « à un responsable politique d'employer ce terme ». Et blablabla et blablabla...

Si les Palestiniens sont oubliés, comme les Libanais, les Syriens, les Africains... E. Macron ne devrait pas s'en faire. Tous ces peuples, depuis longtemps, ont oublié la France dont la « grandeur » se rétrécit à vue d'œil.

La seule véritable question à laquelle les Français brûlent de répondre est celle que personne ne leur posera : « *voulez-vous encore de ce président qui s'accroche à son siège depuis des années par la grâce d'un abus constitutionnel* » ?

Naturellement, on peut toujours leur demander de choisir entre être riches ou pauvres, un ciel bleu et un ciel noir, entre le bien et le mal...

Depuis 2005, ils n'ont eu le choix qu'entre la peste et le choléra.

Notes :

1- « *Fin 2023. Les Français détenaient 220 Md\$ de bons du Trésor américain. Fin 2024, 330 Md\$. 110 Md\$ de l'épargne des Français qui sont partis aux Etats-Unis en un an.* » 9 000 Md\$, c'est la valeur de toutes les positions européennes sur les marchés américains. C'est à la fois beaucoup et peu : c'est l'équivalent de la valeur de tous les indices européens mais cette somme ne représente que 17% de l'indice total américain. 2- Le 08 mai 1945, de Lattre de Tassigny a dû forcer la porte pour s'asseoir à la table des vainqueurs, au grand dam du maréchal Keitel qui a reconnu là un fidèle compagnon d'armistice, et du Britannique qui s'est écrié : « *Pourquoi pas les Chinois...* » La capitulation signée à Reims le 07 mai n'a été commémorée par personne. Les Français ont préféré l'oublier. Pendant ce temps-là des milliers d'Algériens étaient massacrés pour avoir revendiqué leur Libération...

Alliés sous tutelle



Par Mustapha Aggoun

Il y a des accolades qui sonnent comme des gifles. Des poignées de main qui scellent non pas des accords, mais des humiliations. Ainsi fut la première visite officielle de Donald Trump en mai 2017, fraîchement installé à la Maison Blanche, dans une tournée moyen-orientale qui fit halte à Riyad avec le faste des sultans et l'aplomb d'un shérif venu collecter son dû.

À l'époque déjà, les images avaient de quoi choquer : Trump dansant maladroitement le sabre à la main, Trump applaudissant un contrat d'armement de 110 milliards de dollars signé avec l'Arabie Saoudite, Trump salué comme un sauveur par des élites locales ravies de le servir. Mais derrière la scène et les lustres d'or, une vérité glaçante se profilait : celle d'une diplomatie de l'arrogance, où l'homme fort de Washington traitait ses partenaires comme des vassaux, et où ceux-ci, pourtant bardés de pétrodollars, s'inclinaient sans un mot.

Le plus frappant n'est pas que Trump ait cherché à faire fructifier les intérêts américains. Après tout, tout État défend sa balance commerciale, surtout quand il est dirigé par un président qui se vante d'être un négociateur hors pair, un « deal-maker » sorti tout droit de ses propres légendes. Ce qui heurte, ce qui indigné, c'est la manière. Ce ton condescendant, ce verbe tranchant, cette façon de rappeler à qui veut l'entendre que sans les États-Unis, « ces pays ne survivraient pas deux semaines ». Une phrase martelée avec le même mépris en 2017, répétée en 2018, et de nouveau ressassée en 2025, à la veille de sa première tournée internationale depuis le début de son second mandat. Une obsession rhétorique qui en dit long sur sa vision de la région : un gigantesque coffre-fort à ciel ouvert, que l'on peut piller à volonté, du moment que l'on sourit devant les caméras.

Et pourtant, les dirigeants du Golfe, ces monarques habillés de soie mais politiquement pieds et poings liés, ne bronchent pas. Mieux encore : ils déroulent le tapis rouge à cet homme qui les rabaisse en public. Ils multiplient les contrats, vantent l'« alliance stratégique » et se félicitent des « liens indéfectibles ». Pourquoi ? Pourquoi accepter d'être perçus comme des distributeurs automatiques de cash sans contrepartie en dignité ? Pourquoi tolérer que l'on parle d'eux comme de valets que l'on protège moyennant finance ?

L'histoire regorge d'alliances inégales. Depuis la rencontre de Roosevelt et du roi Ibn Saoud, à bord du USS Quincy en 1945, l'axe Riyad-Washington repose sur un pacte tacite : pétrole contre sécurité. Mais ce pacte, à l'origine politique, s'est au fil des décennies transformé en lien de dépendance toxique. Il ne s'agit plus de coopération, mais de soumission. Les milliards d'armements, les promesses d'investissements dans des infrastructures américaines ou dans des startups de la Silicon Valley ne servent plus à construire une autonomie stratégique, mais à acheter, au prix fort, une protection militaire dont l'efficacité reste, elle, sujette à caution.

La guerre au Yémen en est un exemple cruel. Malgré le soutien logistique américain, malgré les milliards investis dans l'armée, les monarchies du Golfe n'ont pu venir à bout d'une milice armée et mobile : les Houthis. Pis encore : ces derniers, malgré leur posture anti-américaine affichée, ont récemment accepté de suspendre leurs attaques contre le trafic maritime en mer Rouge... non pas en solidarité avec les enfants de Ghaza, ni pour les prisonniers palestiniens, mais en échange d'une simple médiation américaine pour libérer un citoyen américain détenu. Un échange grotesque qui montre à quel point la valeur symbolique d'un seul Américain l'emporte, dans les négociations régionales, sur les souffrances de peuples entiers.

Il faut oser le dire : ce n'est pas Trump qui humilie les pays du Golfe. Ce sont eux-mêmes qui acceptent l'humiliation. Ce sont leurs dirigeants, prisonniers d'un imaginaire de puissance fondé sur les yachts et les grattes-ciels, qui consentent à être traités en sous-traitants dociles de l'empire américain. Ils échangent leur souveraineté contre des assurances de sécurité, leur fierté contre des sourires hypocrites, leur mémoire contre des contrats temporaires.

Pendant ce temps, leurs peuples, tenus à l'écart, dépolitisés, infantilisés assistent à ce théâtre sans pouvoir intervenir. Ils voient bien, derrière les discours ronflants sur la « modernisation », que l'essentiel leur échappe. Que la politique étrangère se joue sans eux, que leur avenir est bradé dans des salons feutrés, loin des préoccupations réelles.

Il serait temps de poser la question de la dignité. De rappeler que le respect ne se quémante pas avec des milliards, qu'il se conquiert avec des actes de souveraineté. Que la diplomatie ne se résume pas à des signatures en bas de page, mais à la capacité de dire non, de se tenir droit. Et qu'aucune alliance ne vaut la perte de soi.

Trump, dans son cynisme décomplexé, ne fait qu'exploiter les failles qu'on lui tend. Ce qui devrait nous inquiéter, ce n'est pas qu'il se comporte comme un prédateur, mais qu'il trouve si peu de résistance en face. Que les capitales du Golfe, si promptes à censurer leurs peuples, se montrent si silencieuses devant l'arrogance de leur « allié » américain.

L'histoire retiendra peut-être que des empires peuvent s'effondrer sans bruit, non pas sous les coups de leurs ennemis, mais dans l'indifférence de ceux qui les financent et qui acceptent, pour un siège à la table des puissants, d'y être servis en dessert.

Quand l'Algérie a envahi la France (et distribué des dattes sur les Champs-Élysées)

Par Salah Lakoues

Un jour pas comme les autres, dans une France un peu déboussolée par ses élections, ses débats télévisés éternels et ses stocks de ca memberb en déclin, un événement inattendu bouleversa l'Hexagone: l'Algérie avait décidé... d'envahir la France.

Mais attention, pas une invasion façon guerres napoléoniennes ou superproductions hollywoodiennes. Non. Une invasion douce, parfumée à la fleur d'oranger, menée par des brigades de sourires, de dattes 'DegletNour' et d'oranges juteuses de Ghardaïa.

LE GRAND DÉBARQUEMENT SUR LES CHAMPS-ÉLYSÉES

C'est un matin d'avril que des centaines de bus peints en vert et blanc déboulèrent sur Paris, précédés de dromadaires solennels et de joueurs de bendir. Au lieu des chars, c'étaient des camions-citernes d'agneau aux pruneaux et de chorba fumante qui ouvrirent la marche. Les Champs-Élysées furent rapidement transformés en un immense marché populaire, où les Parisiens, d'abord méfiants, vinrent goûter la 'harira' en râlant poliment: « C'est un peu épicé, non ? » « C'est le goût de la liberté, madame, » répondit un vieux moudjahid en distribuant des 'makrout'.

DISCOURS HISTORIQUE D'AHMED BEN BELLA

Au sommet de l'Arc de Triomphe, coiffé d'un chèche et armé... d'un micro, Ahmed Ben Bella, revenu d'on ne sait trop où, s'adressa à la foule française rassemblée : « Françaises, Français ! N'ayez pas peur. Nous ne sommes pas venus vous punir, mais vous libérer. Comme je l'ai fait à Monte Cassino en 1945. Sauf que cette fois, j'ai ramené le thé à la menthe. »

Un million de personnes l'applaudirent, les larmes aux yeux. Certains criaient : « Vive Ben Bella ! » « Vive la République couscoussière ! » Un nettoyage en douceur

Les forces d'occupation algériennes, dirigées par une unité spéciale nommée 'Brigade des Cousins', se mirent rapidement à l'œuvre.

Elles commencèrent par pacifier les quartiers où sévissaient de dangereux individus : Sarkozy, caché dans un placard de Neuilly ; Marine Le Pen, réfugiée dans une fromagerie normande ; Fillon, en fuite à Londres avec deux costumes et un ticket

restaurant. Le général commandant la brigade déclara calmement :

« Pas de torture, promis. Juste des auditions autour d'un bon tajine et, si besoin, quelques coups de nara (babouche) pour les plus récalcitrants. »

Paris libérée, Paris parfumée

La France, désormais baptisée République démocratique et sociale du Nord Maghreb, retrouva sa joie de vivre. Les mairies servaient de cafés maures, les jardins publics résonnaient de musique chaâbi, et les préfectures se mettaient à l'heure du couscous du vendredi.

Même les plus sceptiques se laissèrent convaincre. À BFM TV, remplacée par Radio El Djazaïr, un chroniqueur glissa :

« Franchement, entre Darmanin et les dattes... j'ai choisi. »

ÉPILOGUE : LA REVANCHE DES DATTES

Ainsi, l'Algérie libéra la France... sans tirer un coup de feu, simplement avec du sucre, de l'humour et un vieux rêve d'égalité.

Car parfois, pour réparer l'Histoire, il ne faut pas de guerre, juste une table dressée, un sourire, et quelques oranges de la Mitidja.

L'Épopée continue Bruno Retailleau et les fugitifs de la Cinquième République. Après avoir établi le calme, la chorba et une nouvelle Constitution écrite en arabe dialectal et en alexandrins, l'Algérie, désormais puissance libératrice de la Gaule, lança une vaste opération baptisée : « Opération Dignité et Dattes », visant à traquer les dernières poches de résistance... et surtout les politiciens français condamnés par la justice.

BRUNO RETAILLEAU RETRANCHÉ DANS UNE ABBAYE

C'est dans une abbaye du XIIe siècle, en Vendée, entouré de missels, de médallions de Sainte Jeanne d'Arc et d'un stock d'hosties, que Bruno Retailleau avait trouvé refuge. Il organisait depuis des semaines une « Résistance spirituelle contre l'invasion orientale du cumin ».

Lors de son arrestation par la Gendarmerie Algérienne Républicaine (la GAR), il s'écria : « Vous ne me ferez pas manger du couscous, infâmes ! Vive le pain de mie sec et la Vème République ! »

On le calma avec un flan maison et un recueil de Victor Hugo traduit en arabe algérien. Il fondit en larmes : « C'est donc ça... la civilisation ? »

Le camp de rééducation culinaire de Draa-El-Bourgogne

Les condamnés français furent envoyés non pas

en prison, mais dans un camp de rééducation culinaire et morale au fin fond de la Bourgogne, transformé en oasis. Au menu : débat philosophique le matin, cuisine traditionnelle, l'après-midi, hamam, le soir. Parmi les pensionnaires :

Nicolas Sarkozy, affecté à l'épluchage des oignons et à la vaisselle (« Ça me rappelle Carla », murmura-t-il en larmes).

François Fillon, chargé de la couture (« Mais cette fois, pour tous, pas seulement pour ma femme »). Patrick Balkany, affecté à l'enseignement de la danse orientale aux retraitées de Levallois (« Faut bien bouger un peu, hein ! »). Claude Guéant, interné dans la bibliothèque, où il doit recopier le Discours de la Méthode à la main. François de Rugy, privé de homards, vit une détox difficile.

Il anime désormais une émission sur les bienfaits du pois chiche. Éric Woerth, recyclé en comptable du camp, mais cette fois surveillé par un contrôleur kabyle inflexible.

UNE NOUVELLE MISSION POUR RETAILLEAU

Touché par tant d'humanité et de semoule, Bruno Retailleau se reconvertit. Il déclara dans une allocution poignante :

« Je vois désormais que la France peut être chrétienne et musulmane, patriote et poivrée à souhaits. Oui, j'ouvrirai une zaouïa à La Roche-sur-Yon ! » On le nomma Cheikh Vendéen Ibn Retailleau, et il fut chargé d'animer les veillées souffles avec accordéon.

Et maintenant ?

Fort du succès de cette « pacification bienveillante », la République Algérienne Universelle (RAU) envisagea d'envoyer des ambassadeurs au Royaume-Uni (où résidait encore un certain Manuel Valls en exil), et de fonder une chaîne de kebabs bio à Bruxelles dirigée par Jean-François Copé. Prochaine étape : Marseille. Mais là... l'Algérie hésite encore. Les Marseillais ont déjà le couscous, les youyous, et l'anarchie joyeuse. Moralité : L'Histoire a parfois besoin d'un petit renversement, d'une pincée d'ironie, et d'un gros couscoussier pour enfin tourner la page.

Couscous Élyséen

Quand Emmanuel Macron découvrit le désert intérieur

Après la libération chaleureuse de Paris, la capture pacifique de la bande des condamnés, et la transformation du Sénat en coopérative artisanale de tapis berbères, un dernier bastion restait à conquérir : l'Élysée. Un lieu majestueux, où les lustres brillaient encore, où le parquet sentait la cire et les décisions bancales, et où Emmanuel Macron méditait... pieds nus, en djellaba blanche, au milieu du grand salon Napoléon III, désormais tapissé de

nattes algériennes. Le président en pleine introspection Depuis l'arrivée des forces algériennes, Macron refusait de fuir. Il répétait à ses conseillers (ceux qui n'avaient pas fui à Dubaï avec leurs stock-options) : « Je dois rester. Le peuple m'a élu. Même si c'était par défaut. Ou par panique. Ou par manque de connexion à Internet ce jour-là. »

Mais l'occupation poétique l'avait changé. Fini les phrases alambiquées et les regards fixes. Le président méditait chaque matin au son du ney. Il écrivait de la poésie haïku sur des feuilles de bricks et mangeait exclusivement du mesfouf sucré. Il confia même à une journaliste de Radio El Djazaïr Parisienne :

« J'ai enfin trouvé mon désert intérieur. Avant, je me croyais Jupiter. Mais j'étais juste un petit dattier sans racines. »

Visite de courtoisie et makroud présidentiel

C'est au troisième jour du mois de Chaâbane que le maréchal-chef de la nouvelle Confédération Démocratique des Républiques Couscoussières (CDRC), alias Si Mokhtar El Tlemceni, se rendit à l'Élysée. Il fut accueilli par Emmanuel Macron lui-même, vêtu d'un burnous ivoire et d'un sourire calme. « Bienvenue chez vous, » dit Macron.

« Non, monsieur le président. Nous sommes juste venus redécorer, » répondit Si Mokhtar. « Et distribuer du makroud. » Une cérémonie fut improvisée dans la cour de l'Élysée, transformée pour l'occasion en zellige géant. On y planta un olivier et deux palmiers. Le dernier canon de l'armée française fut fondu sur place pour devenir un gigantesque plat de couscous, où Macron servit lui-même les premiers convives avec application.

Les anciens présidents invités

Dans un geste de réconciliation mémorielle, tous les anciens présidents furent invités : Hollande arriva en scooter, proposant de créer une série Netflix intitulée « Le Couscous et Moi ». Sarkozy, après s'être excusé demanda une carte vitale algérienne (« par sécurité »). Giscard, revenu brièvement en hologramme, déclara : « Mais c'est délicieux ! » Chirac, depuis l'au-delà, fut évoqué par tous avec émotion et cette phrase : « Moi, j'aimais le couscous ! »

Un nouveau rôle pour Macron

Devant tant de sagesse, on proposa à Macron de devenir ambassadeur itinérant du dialogue méditerranéen et du pain semoule dans le monde. Il accepta avec enthousiasme, et termina son discours par ces mots devenus célèbres : « J'ai compris. L'Algérie n'est pas un pays. C'est une ambiance. » Épilogue : Le couscous universel Ainsi prit fin la plus douce des invasions. L'Élysée devint un centre culturel afro méditerranéen, les Champs-Élysées une avenue de la fraternité, et dans chaque bistrot de France, on entendit un jour un vieux parisien dire : « Tu te souviens de l'année où on a été libérés... par des dattes ? »

Le numérique n'isole pourtant pas

Par Sid Lakhdar Boumediène

Excusez-moi de commencer par une banalité qui reprend l'argument en alerte de l'isolement des êtres humains par le smartphone et les réseaux sociaux alors qu'ils non jamais été aussi connectés dans l'histoire. Un paradoxe qui est relayé si souvent qu'on le définit comme une vérité. Cette vérité trouverait son fondement dans la réalité observable du quotidien. Dans une rame de métro, dans la rue, au bureau, en classe et à tout moment l'humanité dans sa grande majorité est reliée avec elle-même, c'est-à-dire avec l'humanité.

C'est vrai que cette connexion semble isoler tous les individus dans un silence et une communication hors du lien social. Le phénomène qu'on croyait circonscrit aux jeunes s'est maintenant généralisé à toutes les générations jusqu'aux plus avancées. Je n'y échappe pas plus que le lecteur qui lit ma chronique. D'ailleurs je pourrais l'épater en lui disant à distance et à l'aveugle où se trouve son portable et quand l'a-t-il utilisé pour la dernière fois. Devant lui pour la première réponse, il y a moins d'une minute pour la seconde. Épatant, non ? Le smartphone est le bonjour du matin, au réveil, il est le dernier salut, au coucher. Sa fidélité est sans faille et on le pleure en cas de perte autant qu'un être cher.

Tout cela est vrai mais je n'irai pas plus loin dans la conclusion car elle camoufle à mon sens une toute autre vérité. Jamais les humains n'ont pu autant sortir de la solitude individuelle. Je vais argumenter ma position qui semble difficile a priori de défendre.

Reprenons le cas du métro, avez-vous connu un passé où les personnes se mettaient à discu-

ter spontanément entre elles ? Il n'y avait pas de smartphone et pourtant chacun regardait ailleurs et on ne peut affirmer que la communication ait été intense. La discussion ouverte et favorable aux échanges qui sont considérés comme la définition même du lien social n'étaient pas si évidente à constater.

Le monde méditerranéen serait, selon certains analystes et d'une manière générale et fantasmée, le lieu de la culture des discussions, des bavardages, du bruit et des rires autant que des colères explosives. Mais cela est un cliché lourdement ancré dans les mémoires qui s'accrochent désespérément pour se donner l'illusion d'une société passée qui aurait été en permanence en communication et en échanges.

Il n'y avait pas de smartphone et c'est vrai cependant qu'on entendait perpétuellement les discussions envahissantes des voisins sur le balcon, dans un mariage ou chez un marchand de tissu. Et chez les hommes, dans un café ou dans un stade. Mais on cite trop souvent ces exemples pour valider la certitude que les communications étaient systématiques, à tout moment et en tous lieux. Si souvent qu'on peut soupçonner qu'il n'y en avait pas beaucoup d'autres. En réalité, les jeunes n'avaient jamais eu aussi massivement la possibilité de communiquer avec d'autres jeunes que dans la génération actuelle des smartphones. Il y a quelque mois, j'avais rédigé une chronique dans cette rubrique pour déplorer les conversations à très hautes voix qui perturbaient, surtout dans les transports, et qui nous obligeaient à entrer dans une intimité de conversation qu'on ne désirait pas entendre. Ce n'est absolument pas une contradiction avec mon propos présent car ces personnes sont en lien avec d'autres personnes et même si longtemps et si fort que cela exaspère les nerfs. Ce sont des échanges entre hu-

maines, non ? Les jeunes passent leur temps sur les réseaux sociaux qui finissent par tuer les liens du contact social vivant, nous dit-on. Répétons-le encore, croyez-vous qu'ils étaient toujours en lien direct à notre époque ?

Pensez-vous que nous passions notre temps adossés au mur, à discuter, à jouer au foot ou aller ensemble au cinéma ? Certes, cela existait mais on exagère malhonnêtement le phénomène. C'est avoir une mémoire de concombre ou une mauvaise foi, de celle qui veut embellir le passé car la nostalgie nourrit notre certitude de pouvoir le retrouver. De plus, l'objectif était de se différencier des sociétés du Nord qu'on traitait de froides et inhumaines dans leur lien social en public. Cela aide à se rassurer sur la bonne méthode de notre communication.

Au contraire, nous étions constamment à la recherche de nos retrouvailles d'adolescents tant nous en étions privés si souvent. Pas de smartphone, mais un téléphone fixe lorsqu'il y en avait un. Et lorsque vous l'utilisiez, il y avait trente oreilles curieuses qui guettaient la conversation avec l'air de faire autre chose.

Vous appelez cela de la communication et des échanges ? Une telle frénésie d'envie de contact qui avait même donné cette impression aux parents que nous étions toujours en recherche d'échapper aux devoirs. Les analystes contemporains semblent ne jamais avoir connu ce passé. Ils n'ont jamais connu la terrible solitude des moments des devoirs. Peut-être pourrions-nous avec malice leur rétorquer que le sérieux de la concentration dans l'isolement n'est pas de ce monde dans lequel ils sont nés (et vlan !).

On se trompe de problème car il est ailleurs et d'ailleurs si parfaitement identifié et dénoncé. Il s'agit du fléau de l'abus de communication pour un temps dangereux pour la vue, le

sommeil et l'attention focalisée sur les communications entres jeunes. Le fléau est donc dans le contraire de ce qui est dénoncé, ce n'est pas la réclusion dans la solitude mais le trop-plein de communication.

Parmi les autres dangers qui sont dénoncés est que les réseaux sociaux amplifient le phénomène des pseudos qui permettent le courage des insultes permanentes et des fausses nouvelles dangereuses. Ah bon ? Et la propagation des ragots, des contrevérités et des insultes n'existaient pas auparavant ? Ils se propageaient dans la ville à une vitesse qui rendrait jaloux les plus performantes puces numériques. Ils étaient pour beaucoup aussi faux et dangereux.

Avec tous ces inconvénients le monde n'a jamais été autant en relation pour combattre et contourner les blocages des communications numériques par les dictatures. Pourquoi ces dernières en auraient-elles peur s'il n'y avait pas la naissance d'une conscience collective de combat dans les sociétés modernes de smartphones, de mails et de réseaux sociaux ?

Bien sûr que le smartphone est un danger si sa pratique n'est pas maîtrisée et régulé par un esprit conscient, libre et éduqué. Les innovations ont toujours inquiété ceux qui en avaient peur car elles menaçaient leur pouvoir. Raison pour laquelle elles ont été aussi fortement combattues comme si c'était le diable. L'imprimerie, le téléphone, la radio et ainsi de suite.

Oui, les réseaux sociaux sont mère de tas de risques. Mais a-t-il existé une seule fois dans l'histoire de l'humanité un moment qui n'était pas confronté au risque ? Pourtant ces dangers au départ ont toujours été par la suite le moteur qui la fait avancer.

Bon, j'arrête cette chronique, mon smartphone s'impatiente.

Se réappropriier le cours du monde

■ Progresser dans l'interdépendance

Par Arezki Derguini

1re partie

Se réapproprier le cours des choses signifie que nous n'y sommes plus. Nous y sommes entrés avec la Révolution par le moyen d'une élite en prise avec le cours du monde et les propensions d'une société. *Nous en sommes sortis quand la volonté d'enrichissement a pris le pas sur la volonté d'industrialisation, quand la défense du territoire a pris le pas sur la conquête du monde.* Car s'inscrire dans le cours du monde aujourd'hui signifie conquérir son indépendance dans l'interdépendance. Et progresser signifie progresser dans l'interdépendance. Ce qui explique la trajectoire différente qu'ont pris des pays, au niveau de développement initial comparable, comme l'Algérie, la Corée du Sud et le Vietnam. Les masses sociales sont toujours dans le cours des choses, mais étant donné les structures de leur implication, elles le subissent ou l'accompagnent. Le monde nous montre le cours qu'il prend et qu'il peut prendre, les constructions que nous avons fabriquées sont des forteresses qui gardent une société qui désapprend la compétition et la coopération. Nous nous sommes retrouvés sur les marges en train de crier notre désunion.

RÉGIONS : DE LA DIFFÉRENCIATION COMPLÉMENTAIRE AU JACOBINISME

Nous sommes sortis du cours du monde pour avoir voulu construire une identité nationale qui visait l'uniformité, refusait la compétition sociale, effaçait les identités régionales n'y reconnaissant que du tribalisme. Comment sans compétition, et sans rude compétition interne, une société postcoloniale peut-elle avoir sa place dans la compétition internationale ? La rudesse du gouvernement postcolonial n'a pas été tournée afin que le meilleur gagne, serve d'exemple, il fallait un gouvernement rude pour ordonner une rude compétition sociale et non pour l'empêcher. Ce qui distingue aujourd'hui les nations émergentes, *la voie de l'excellence étatique*, n'a pas été retenue^[1]. On a jeté le bébé avec l'eau du bain. *Du régionalisme on n'a pas voulu tirer la force, la qualité, mais affronter la faiblesse, les défauts.* Une partie qui prend sans donner ou reçoit sans rendre, s'isole, s'expose à la rupture.

Dans la société précoloniale s'était établie une différenciation complémentaire des régions^[2], avec la colonisation la différenciation régionale est soumise à la logique d'extraction coloniale. Une certaine complémentarité sous-jacente subsiste, mais ne compte pas dans la dynamique d'accumulation désormais soumise au marché mondial.

Les villes n'ont pas constitué de véritables *pôles émergents de la société*. L'urbanisation massive a étouffé les vellétés de différenciation sociale. D'origine coloniale, elle était mal initiée. La bureaucratisation achève la dépoliarisation de la société. L'État, construit sur une opposition dogmatique entre l'État et la société, a dans ses intentions protégé la société algérienne de la compétition extérieure, mais dans les faits il l'a surprotégée, l'a désarmée. Je me rappellerai toujours le propos du général Giap au colonel Boumedienne qui lui faisait visiter les villages agricoles socialistes : « pourquoi les villageois travailleront-ils ? » « Il leur a donné du poisson, mais ne leur a pas appris à pêcher » a dû penser le général Giap. Les villages socialistes n'ont pas constitué les collectifs d'une révolution agraire, cela n'était pas inscrit dans leur destin.

En vérité *l'autoritarisme pêche par son manque d'autorité*. Produire de l'autorité aujourd'hui, une autorité qui fait du commandement et de l'obéissance des choses allant de soi, ne peut avoir lieu concrètement que dans des milieux où l'esprit de corps peut être effectif, où la pertinence de l'autorité peut être vérifiée par ses résultats. Des milieux où l'objectif final n'est pas abstrait, lointain, séparé de l'individu par une chaîne longue d'objectifs intermédiaires inaccessibles à l'individu.

Ce n'est qu'au travers d'un ensemble cohérent disposant d'un certain esprit de corps parce que disposant d'autorités pertinentes que pourront se former et se mobiliser dans une cause commune les différentes formes de capital (social, humain, naturel et économique). L'identité nationale comme collection d'individus est la conception d'une histoire même pas européenne, juste française, qui correspond à l'esprit de la Révolution française qui fut érigée un temps comme modèle

Une réappropriation du cours des choses suppose une disponibilité au monde, une insertion appropriée de lui en nous et de nous en lui, nous permettant de bien aller avec. Cela suppose de nouveaux rapports entre la société et sa diaspora et par-delà entre la société et le monde, et dans la société, entre le public et le privé d'une part, le travail, le savoir et la richesse d'autre part, faisant que les forces du monde passent dans celles de la société.

par la révolution algérienne. Il faut savoir se défaire des armes et des habitudes qui ne servent plus le combat.

Le véritable enjeu pour l'État est de favoriser l'interdépendance entre les différentes régions, d'armer leur résonance en infrastructures et règlements. Une loi qu'on édicte doit pouvoir s'appliquer, elle doit devenir une constante de l'action qui régularise l'activité et permet son intensification. Elle doit être une armature de la résonance sociale.

Ce n'est que dans la région qu'il est possible de faire jouer les différentes séparations sociales de manière cohérente, de remettre en cause les dichotomies et de refaire l'unité du naturel et du social, du civil et du militaire, du capital et du travail, c'est-à-dire de l'argent et du travail, du savoir et du travail. Ce qui ne peut être à la portée des sociétés où l'excellence étatique fait défaut.

LA DIFFÉRENCIATION COMPÉTITION DES LOYAUTÉS

Il faut renoncer à l'idée jacobine que l'identité pour être nationale doit exclure toute autre identité que celle individuelle. En vérité une telle conception accouche d'un individu faible, car amputé. L'identité est individuelle, familiale et non familiale. L'identité nationale se construit sur l'identité régionale, l'identité régionale sur l'identité familiale, mais elle ne se construit pas par le haut, mais par le milieu. Un élément est toujours compris dans un ensemble, fait partie d'un processus, et un ensemble, un processus est toujours compris dans d'autres ensembles et d'autres processus. *Le milieu est un milieu de milieux*, mal ou bien compris. Celui régional tient le milieu des milieux familiaux et du milieu national, sans leur être extérieur, il leur permet d'être l'un dans l'autre. Le milieu national est seul à tenir le milieu régional et le milieu mondial. Il est le milieu intermédiaire par lequel le régional passe dans le mondial et inversement. Nous avons donc un enchaînement de milieux où chaque milieu a son importance, un enchaînement et une pénétration de milieux. Une famille peut tenir dans les trois milieux, tenir les trois milieux, être tenue par les trois milieux.

De surcroît gouverner les individus sans passer par le gouvernement des groupes aujourd'hui est illusoire. Avec la révolution numérique et la gouvernementalité algorithmique, ce n'est plus essentiellement par le droit qu'est envisagé le gouvernement des individus, mais par les chiffres, les algorithmes et les données comportementales, le pilotage des comportements de groupe au moyen d'une politique d'incitation et désincitation aux USA et d'une politique du crédit social en Chine. Pour faire face aux empires numériques, ce ne sont pas les individus qu'il faut vacciner, mais l'immunité des groupes qu'il faut travailler. Chose qui ne peut être obtenue sans un travail des groupes sur eux-mêmes qui ne peut être effectué sans une très grande proximité des élites à leur société.

Compter sur la seule loyauté de l'individu à la nation c'est en réalité isoler une loyauté de ses ressources et c'est donc l'affaiblir. Lorsque la loyauté de l'individu à la famille est faible, c'est l'enracinement de la loyauté à la nation qui est menacée. En servant la nation, l'individu sert un groupe, cela est toujours vrai, ce qui n'est pas souvent le cas pour la réciproque. Les individus qui se croient affranchis servent des groupes qu'ils ignorent. Mettons donc les choses à plat, afin que les comptes fassent les bons amis : servir la nation pour un individu ou une famille, c'est le faire par l'intermédiaire d'un groupe social, d'un groupe social dont on peut régulièrement vérifier la confiance.

La différenciation de la société commence historiquement par une différenciation des familles et des individus. Elle a abouti dans la société occidentale à une différenciation de classes entre guerriers et paysans, puis entre familles bourgeoises et familles prolétaires. Le monopole de la violence a d'abord été le fait de la classe guer-

rière, puis de l'État de droit démocratique qui réalise un partage du pouvoir, entre la classe des propriétaires et celle des non-propriétaires, entre un pouvoir économique et un pouvoir politique (suffrage universel). Dans les « sociétés composites » postcoloniales la différenciation des familles a été heurtée, elle ne s'est pas achevée dans une différenciation régionale (comme dans le féodalisme) et a été combattue par le jacobinisme qui a opté pour une construction unilatérale de la société par le haut. La différenciation sociale n'ayant pas précédé le jacobinisme, le jacobinisme entretiendra une certaine indifférenciation.

On ne peut tenir une nation composée d'une collection d'individus abstraits sans un État de droit. Il n'y a pas de société, mais des individus, disait Margaret Thatcher, mais encore faut-il qu'il y ait du droit, du contrat, de la justice et une généralisation des échanges marchands aux échanges sociaux. Le droit coûte. Mise à part la théorique société contractuelle, tenue par le droit dans ses différents échanges, la société réelle tient dans une chaîne de loyautés, dans des séries de groupes qui se croisent, que l'individu entretient et qui l'entretiennent. L'individu est attaché à plusieurs loyautés qu'il sert et qu'il dessert, qui le servent ou le desservent. Il est d'autant mieux intégré qu'il ne trahit pas une loyauté pour en servir une autre, les différentes loyautés se complétant. La loyauté à la nation finit par se rompre si elle exige de l'individu qu'il renonce à la loyauté familiale alors qu'elle est incapable de lui fournir l'écosystème qui lui permet d'associer son intérêt à celui de la nation. C'est que la loyauté familiale précède celle nationale qui ne se substitue à elle qu'avec la généralisation de l'économie marchande à tous les échanges. L'économie marchande, non marchande publique et l'économie domestique peuvent se disputer les loyautés ou les combiner. L'économie domestique peut soutenir les deux autres économies, les deux autres économies peuvent se substituer à elle lorsqu'elles dominent l'activité. En temps de crise de ces économies, c'est la loyauté familiale qui garantit celle nationale et non l'inverse. La loyauté familiale implique des individus, la loyauté politique implique des groupes. De plus, la loyauté familiale peut tenir des individus de loyautés politiques différentes et opposées. Elle peut conjindre en elle ce qui est disjoint hors d'elle. Une loyauté familiale qui ne peut associer des loyautés politiques qui s'excluent ne peut faire société en temps de crise. C'est au sein de la loyauté familiale que peuvent se composer et se recomposer les loyautés politiques sans menacer la cohésion nationale. C'est ainsi qu'il faut raisonner quand l'État de droit qui se construit n'est pas donné. C'est à partir de ces différentes loyautés, de leurs rapports apaisés, que se construit l'État de droit le moins coûteux et le plus efficace. C'est que leurs rapports de substitution et de complémentarité dépendent des conjonctures économiques. Le jacobinisme en situation postcoloniale suppose un État de droit qui n'existe pas, le développement économique, social et politique n'accorde pas au droit, et à ce qu'il suppose d'infrastructures, le pouvoir de gérer les relations entre individus. L'empire occidental d'origine monarchique fantasme la gestion de la société (en fait de la classe dominée, la classe des non-propriétaires) par le droit avec l'individu comme pierre angulaire. Aujourd'hui il pousse le droit plus avant dans la gestion des relations interpersonnelles sans en avoir les moyens, d'où les coûts sociaux qu'il ne peut plus supporter. Le jacobinisme, qui a affaibli les loyautés familiale et régionale, pousse les individus à exiger davantage d'une loyauté nationale désincarnée.

Il y a une compétition des loyautés qui aboutit à des substitutions complémentaires ou non. La loyauté familiale peut restreindre son champ lorsque l'économie marchande comprend l'économie domestique, elle peut aller jusqu'à disparaître, lorsque l'ensemble des échanges de l'individu peut être pris en charge par l'économie marchande. Lorsque la com-

pétition des loyautés politiques et économiques n'est pas complétée par la loyauté familiale les crises sociales menacent. Les loyautés dans leur substitution doivent se compléter pour faire solidarité sociale. L'enfant commence par apprendre à obéir à ses parents, il veut marcher sur leurs pas. Puis à ses maîtres d'école, puis à d'autres autorités. Il faut qu'il puisse avoir ou se donner de tels maîtres, veuille et puisse marcher sur leurs pas.

L'identité nationale est une collection d'identités qui se compètent ou pas, se substituent ou pas, se complètent ou pas, s'interpénètrent ou pas. Au sortir de la famille, l'individu intègre des collectifs de plus en plus larges, d'abord ceux de son village ou quartier, puis pour ses études et son travail des collectifs mêlant des origines diverses avec lesquels il doit faire corps. Un quartier sans esprit de corps abandonne ses parents pauvres, une entreprise sans esprit de corps ne peut disputer aux autres entreprises un marché, elle ne peut que se défaire.

ESPRIT DE CORPS ET LOYAUTÉS

Guerre des mémoires. L'urbanisation ne s'est pas accomplie avec la formation d'un nouvel esprit de corps, elle n'a pas produit d'armée industrielle, de familles industrielles. Elle n'a pas reproduit le modèle occidental avec sa classe ouvrière et ses familles industrielles. Elle n'a pas pris soin de l'intégration de l'individu, de la formation de ses différentes appartenances, elle n'a pas pu ordonner la construction d'une économie de marché et d'un État de droit. La bureaucratie n'a pas donné aux enfants de la République ses « hussards noirs^[3] ». La société ne s'est pas donnée de maîtres. La République préfère l'égalité, l'éducation de masse, le regroupement de masse, cédant trop facilement à l'esprit du temps, au lieu de travailler l'esprit de corps, l'intégration sociale. La loyauté nationale s'est substituée brutalement à la loyauté familiale, à la loyauté régionale et cela a conduit à son délitement ; ses institutions centrales, l'école et l'entreprise ont vite failli. Elle a affranchi l'individu moyen de toute loyauté.

L'esprit de corps reste inspiré par un fantôme de la tribu qui hante l'âme des dépossédés. La tribu ne s'est pas confrontée à l'économie de marché, elle n'a pas pu se métamorphoser avec la transformation de son économie, elle n'a pas pu défendre son activité. Elle avait été dépossédée de son territoire et dispersée. *L'économie marchande a érasé l'économie domestique au lieu de la comprendre et de la transformer.* La tribu qui faisait faire société aux individus n'a pas pu donner à ces derniers la possibilité de s'organiser dans de nouvelles structures, de nouvelles formes, les formes de la société industrielle. Elle n'a pas muté et transmis son esprit de corps.

Nos villes, pôles régionaux ou locaux, sont sans esprit de corps. Elles ne font pas refaire corps puissant à la société. Elles ont juxtaposé différents états d'esprit n'ont pas ambitionné de fusionner leurs horizons. Elles ont toutes globalement un esprit partagé. Il oppose ceux qui ont internalisé l'ordre bureaucratique et légal à ceux d'origine rurale qui ne l'ont pas fait, ceux qui regardent en arrière, vivent encore en colonie ou vivent toujours en guerre, à ceux qui regardent devant. *La guerre des mémoires a pris le pas sur la « fusion des horizons ».*

A suivre...

Notes :

[1] 1 Voir notre article La méritocratie au service de l'excellence étatique. Le Quotidien d'Oran du 19 février 2024.

[2] Voir les travaux de Marc Côte dont Mutations rurales en Algérie, le cas des Hautes plaines de l'Est. Coédition OPU, Alger, CNRS, Paris, 1979, 163 p. et cinq cartes h.-t.

[3] Hussard noir est le surnom donné individuellement aux instituteurs publics sous la IIIe République française après le vote des lois scolaires dites « lois Jules Ferry » et le vote de la loi de séparation des Églises et de l'État, le 9 décembre 1905.

Que vienne la paix des stades !

On l'aura compris, il sera question dans cette contribution de la violence qui pourrait le football en Algérie et des mesures, parmi tant d'autres, que les pouvoirs publics pourraient être amenés à prendre, pour peu ou prou, tenter de l'endiguer.



Par Cherif Ali

Le sport et principalement le football est reconnu comme un exutoire sain et constructif des passions humaines. Il n'est cependant pas imperméable aux maux qui affectent la société dans son ensemble. La multiplication des incivilités et des violences dans l'enceinte même des arènes sportives ces dernières années ont démontré qu'un engagement renforcé des pouvoirs publics et des acteurs du sport, pour conserver à ce dernier son caractère festif et éducatif, était plus que jamais nécessaire. Dans cet ordre d'idées, un symposium pour le renouveau du football algérien avait été organisé par la Fédération algérienne de football (FAF) ; il avait abouti à plus d'une centaine de recommandations dont celles relatives à l'éthique et à la moralisation du football.

Mais, se sont interrogés certains observateurs, peut-on parler de moralisation du football avec des joueurs condamnés par la justice par des peines fermes mais néanmoins convoqués en Équipe nationale ?

Ou des présidents de club qui se sont maintenus à la tête de leurs clubs, condamnés pour les uns par la même justice, ou graciés pour d'autres par la FAF après avoir reconnu, en direct à la télévision, qu'ils avaient « tripatoillé » des matchs ? Et cette violence que les observateurs pensaient ne plus revoir sur les terrains de football qui, hélas, a ressurgi, ici et là, où des supporters ont subi le pire !

Quoi de mieux pourtant, que le football pour faire passer des valeurs telles que la solidarité, l'union, le dépassement de soi, mais aussi le fair-play, le respect des règles, de l'adversaire et de l'arbitre ?

Et la considération du public qui paye son billet, et qui parfois, à ses risques et périls, se déplace avec son équipe ?

COMMENT, EN DÉFINITIVE, NE PAS DONNER RAISON AUX PERSONNES QUI CRITIQUENT LE FOOTBALL EN ALGÉRIE ?

Il est clair que ce sport, tel que pratiqué chez nous, ne réunit pas toutes ces valeurs et en même temps, les a-t-il réunies un jour ? On se croirait dans le monde politique avec ses coups bas, ses retournements de veste et l'argent sale qui coule à flots !

De jeunes Algériens brillants, qui pourraient s'élever au sommet de leur discipline en physique, en chimie, en médecine, à qui le pays refuse de donner un poste en rapport, doivent s'exiler à l'étranger pour travailler et vivre.

Pendant ce temps-là, tel joueur gagne plus de 400 millions net/mois. Sans compter les primes et autres dessous-de-table : le football, local du moins, a cessé d'être un jeu pour devenir un business ! L'argent donne tout, explique tout, corrompt tout.

Dans les stades et aux abords des enceintes du football, toute manifestation sportive est désormais considérée non comme une fête de la détente, de l'amitié, mais comme une manifestation à haut risque qui demande une protection policière.

Force est d'admettre que le football n'est qu'un prétexte à la baston et les insultes contre les joueurs fusent y compris lors des séances d'entraînement. Regardez ces faciès défigurés, convulsés par la haine de ceux d'en face !



Un classico comme on dit est désormais inconcevable sans haute protection policière. C'est aussi un cauchemar pour les familles riveraines des stades.

Le chauvinisme s'est, longtemps, alimenté à l'esprit de clocher, c'est-à-dire à l'idée saugrenue de la supériorité des natifs du lieu sur ceux d'à côté. En fait, non, on n'a pas éradiqué la bêtise, on l'a même mondialisée avec la détestation des joueurs qui subissent les quolibets et les insultes à chaque rencontre. La recherche effrénée du résultat, l'accélération des matchs ont transformé les joueurs en bêtes de somme exploitables à merci.

Et ces derniers, entre deux blessures, ne tiennent que par les anabolisants, voire la drogue. S'il y a si peu de cas avérés dans le football algérien, c'est qu'on se garde bien d'y aller voir, disent les spécialistes.

Il faut dire que l'amour des couleurs n'est pas pris en compte dans ce genre de tractations, ni par les uns ni par les autres.

Tout comme ces joueurs qui lèvent le pied y compris en équipe nationale, ces dirigeants qui soudoient des arbitres ou tentent de le faire !

La presse en a fait ses manchettes, mais il n'y a jamais eu ni rappel à l'ordre ni de poursuites pour autant.

Il y a aussi tous ces entraîneurs étrangers, en errance, sans palmarès aucun, qui viennent profiter d'un système qui fait fuir le produit de l'ISTIS qui s'en va monnayer ses compétences dans les pays du Golfe !

Alors que dans d'autres pays les clubs de football sont devenus de véritables entreprises gérées de manière transparente, cotées en bourse et obéissant à des obligations de résultat, les nôtres sont encore considérées comme de simples « associations » et donc gérées en tant que telles.

Un club ne peut pas faire de bénéfices, tout comme il ne peut pas être propriétaire d'un quelconque bien. Encore moins, du stade dans lequel il évolue chaque semaine.

Comment voulez-vous parler dans ces conditions de professionnalisme ?

Ou plus encore de rentabilité, à l'ère des vaches maigres ?

Il a été patent de constater que le professionnalisme sportif national n'avait que le qualificatif pour couverture et les autorités publiques ont eu maille à gérer avec des clubs dits professionnels convaincus d'un droit ne reposant que sur une mentalité et une culture qui n'a plus aujourd'hui un droit de cité*.

Paradoxalement, tout le talent d'un président de club professionnel « à l'algérienne » consiste à se sortir des situations financières délicates auxquelles il doit faire face, au besoin, en s'adressant aux amis.

Tout comme cet ancien président en son temps ! Beaucoup, d'ailleurs se sont demandé comment, livré à lui-même quand il était à la

tête du prestigieux club que l'on sait, arrivait-il à lui maintenir la tête hors de l'eau ?

A son époque comme il se plaisait à rappeler à la manière d'Alain Delon qui parlait de lui à la troisième personne, les joueurs étaient payés à l'échéance du mois et rubis sur ongle ! Petite pique au passage aux gestionnaires délégués par le sponsor pour gérer le club. Il n'en demeure pas moins que l'hypothèse selon laquelle il sollicitait ses « amis » pour lui prêter de l'argent ne convainc personne. Il y a sûrement des hommes de l'ombre qui injectent de l'argent dans la trésorerie du club en question. Par amour du club ? A dessein ? Pour plaire aux supporters ? Allez savoir.

En fait, ces supporters n'ont pas de voix - leur code leur interdit de parler d'eux, encore moins dans la presse -, ils n'ont que des pratiques. Ils peuvent conquérir la rue, et à moins d'être l'un des leurs, l'on ne saura jamais pourquoi, ni même comment s'y joindre.

Mais ceux qui tirent les ficelles le savent ! Ils en usent et abusent de ces « volcans » humains, et à leur guise. Pour remplir les salles de meeting, par exemple. Ou les vider, c'est selon !

Pourtant, au départ, ces jeunes se proposaient d'opérer dans et pour les stades, usant de la rue et des murs, non pas comme des espaces publics consacrés à la politique, mais comme lieux d'encouragement de leur équipe. Pour chamber leurs rivaux qui sont aussi leurs voisins et parfois même leurs frères de sang !

Pour aller aussi à la « baston », comme s'ils portaient la violence dans leurs gènes !

Que les supporters en aient conscience ou pas, il faut bien en convenir, le stade c'est une scène politique ! Et ça ne date pas d'aujourd'hui. Rappelons-nous le « coup du laser » au stade du 5 juillet et la transe qui s'en est suivie dans les rangs des partisans de l'ex-parti dissous !

Le foot, c'est vrai, attire tous les antagonismes. Toutes les tentatives imaginables de manipulation, de détournement, sont aux portes des stades. Politiciens, affairistes, sponsors et médias y sont agrippés pour lui extraire une bribe de son gigantesque écho.

Se couper de ce sport, notamment à la veille d'échéances électorales majeures, c'est se couper d'une grande masse d'électeurs potentiels ! Les stades sont devenus un passage obligé pour un wali ou un ministre qui veut soigner son image de marque face à une foule de supporters présente dans les tribunes ou derrière un écran.

Certains hommes politiques se prennent même régulièrement, au jeu des commentaires sportifs « à chaud », louant telle équipe, ou tel joueur pour montrer leur intérêt pour le football. Les subventions coulent à flot. Au diable la crise, la paix sociale n'a pas de prix ! Les dirigeants sportifs et à leur tête les présidents des clubs ont intérêt à ce que des hom-

mes politiques cautionnent le « spectacle » qu'ils organisent pour renforcer leur légitimité. Et leur caisse ! Force est d'admettre que l'entrée du football dans le professionnalisme a été un échec pour cause de :

1. refus des présidents et des dirigeants des clubs de se plier à la transparence, d'assainir leurs comptes et aussi, d'établir des vrais contrats avec leurs collaborateurs, joueurs, entraîneurs et assistants. C'est ainsi que l'on apprend que le montant global des dettes des clubs professionnels des deux ligues s'élevait à des centaines de millions de dinars ! Plus de 26 clubs étaient lors des saisons passées lourdement endettés envers les joueurs et les entraîneurs et par conséquent, ont été interdits de recrutement par la FAF (ont-ils passer outre cette interdiction ? Il se murmure que oui, dès lors que les tractations ont commencé pour certains d'entre eux et des joueurs « nomades » !).

2. leur incapacité, également, d'ouvrir des centres de formation pour jeunes talents, sans parler de la valse des entraîneurs qu'ils « répudient » à leur guise, sans se soucier pour autant, des graves préjudices financiers qui en découlent.

Et la FAF elle-même n'est pas exempte, à voir comment elle a géré, par le passé, le contrat de l'espagnol Lucas Alcaraz !

Il faut poursuivre ce qui ne marche pas et si possible faire pire, semblent nous dire tous ces imposteurs nichés dans les instances du foot et les clubs. Ces gens sont malheureusement les seuls que l'on écoute en haut lieu, alors que tant de voix iconoclastes, malheureusement absentes du symposium organisé par la FAF parce que non invitées, poussent des cris d'alarme concernant le sport en général et le football en particulier, gangrénés de toutes parts.

En fin de compte, le football ne serait-il pas devenu :

- Un espace trop convoité pour n'appartenir qu'aux joueurs et aux amateurs du beau jeu ?
- Un monde d'intrus où le pouvoir et l'argent en sont les principaux moteurs ?
- Un monde interlope où certains, derrière les rideaux, tirent les ficelles !

Il était certainement temps, aujourd'hui, qu'un secteur important de la vie nationale s'aligne enfin sur les profondes réformes économiques et sociales en voie de transformer le pays. Le sport ne pouvait demeurer un embryon libre encore détaché de la mise en ordre des importants segments devant régir la reconstruction d'une nouvelle Algérie. *

Le bon sens et l'impérative équité ne pouvaient en effet encore permettre à la nouvelle cadence de la marche du pays de s'effectuer dans des contradictions visiblement empreintes de paradoxes. *

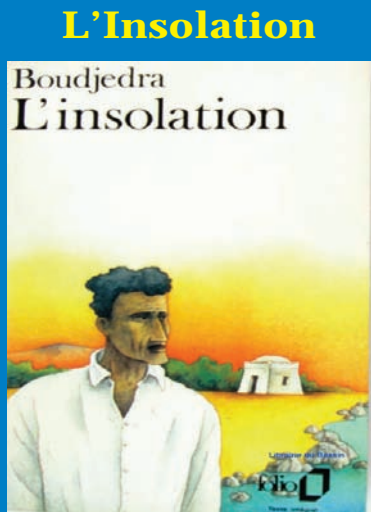
*Sport, illogisme et professionnalisme.

Abdou Benabbou (Le Quotidien d'Oran).

Ancien cadre supérieur de l'État

médiatic

Par Belkacem
Ahcene-Djaballah
Livres



Roman de Boudjedra Rachid. Editions Anep. Alger 2002 (première édition en 1972). 253 pages, 400 dinars

Un homme, prof de philo de son état (Un « fou » disent-ils ! mais l'est-il vraiment ou n'est-ce pas un sage, un être sensé posant un regard critique sur sa société, sage que tous les autres ignorent ?) enfermé dans un asile car s'étant laissé aller à contre-courant des codes sociaux de l'époque, traditions archaïques et conventions sociales, petit-bourgeoises. Il avait osé « déflorer » une jeune étudiante (fille d'un oligarque) qui, d'ailleurs, ne demandait que ça.

Un séjour assurément forcé qui va l'amener à faire ressurgir -sous forme d'une confession, d'un monologue- l'histoire de sa vie, la sienne, de sa famille, de son entourage immédiat et aussi du pays. Son enfance rejaillit. Voilà qui va entraîner la pensée et les réflexions à aller jusqu'au bout d'elles-mêmes. C'est ce qui fait aussi la beauté de la littérature. C'est aussi ce qui fait la beauté et le génie de l'écriture boudjdréenne. Du Camus, du Kateb... ? Mais, surtout, du Rachid Boudjedra tel qu'il s'était révélé au tout début de son parcours d'écrivain-philosophe avec, entre autres, « La Répudiation » (ce qui lui avait alors valu bien des critiques de la société et des pouvoirs conservateurs de l'époque... et même un certain exil).

On a donc, en vérité, un non-fou qui porte le masque de la folie. Et dans tout le « jeu » de la folie, au milieu d'un vrai asile de « fous », l'auteur opérant par



RACHID LE GRAND !

opposition et dédoublement entre le vrai et le faux, le réel et l'irréel, le souvenir et la réalité, va nous montrer le jeu de la folie... La « folie » de ce personnage lève le voile sur le double jeu de certains personnages qui gravitent autour de lui, notamment sa mère, sa tante, son oncle et Djoha, représentant un microcosme social, l'infirmerie et les fous, quant à eux, renvoyant, a contrario, à un macrocosme. Les personnages, dans le texte, fonctionnent comme des signes représentant une classe et une situation sociales presque réelles. En réalité, dans le texte, la folie ne fait que délimiter les marges de la société. Les marginaux sont les hommes de lettres, les artistes, les laissés-pour-compte, les non-fous de l'asile. Cette marge sociale est la souche consciente du peuple. Ils ne sont pas fous mais ils s'écartent de la norme sociale. Ils sont internés parce qu'ils sont la preuve tangible de l'incapacité de la société à reproduire le moule social. Ces fous sont utilisés comme subterfuge de dénonciation et de dévoilement de la facette cachée de la société mais surtout du pouvoir. Ils fonctionnent comme des signes qui renvoient aux conflits sociaux et aux maux du peuple. Et, les insensés sont, en fait, tous les êtres, hors des murs de l'asile, soumis au pouvoir.

L'Auteur : Né en 1941 à Ain Beïda (Aurès), études en maths et en philo. Enseignant universitaire puis, à partir de 1972, il se consacre à l'écriture. Auteur d'une œuvre considérable, traduite dans le monde entier.

Extraits : « Nous faisons la guerre et

il n'y avait pas de fleurs dans nos songes. Seulement le napalm déversé par les insectes d'acier tourbillonnant dans le ciel, au-dessus de la lagune. Mille et millier villages détruits. Il nous fallait surgir de l'ombre et même du soleil, frapper et nous faire avaler par les forêts et les prairies des matins gris » (p 99), « Oublierait-elle (note : l'infirmerie-surveillante) que nous venions de vivre une guerre meurtrière de sept ans, durant laquelle les meilleurs d'entre nous furent décimés, catapultés, pulvérisés par le bombes et les avions, le napalm et les services psychologiques ? Oublierait-elle aussi que beaucoup parmi les malades venaient de France où on les avait tellement exploités, brimés, méprisés qu'ils en étaient devenus fous, à aller de métro en bidonville et de bidonville en chantier avec des contremaîtres corses et italiens ou polonais qui exècrent les Arabes parce qu'ils sont eux-mêmes butte au racisme des autres habitants du pays, susceptibles et sourcilieux, fiers d'y être nés comme si » (p 120), « Algériens sanguinaires ! Mais oui, sept années qu'ils ont fait la guerre, à massacrer de gentils colons et de rustiques garde-champêtres (Constantine : 20 août 1955. la ratonnade gigantesque fit des centaines de morts, tous algériens, abattus au fusil-mitrailleur par les Européens déchaînés et haineux protégés discrètement par les autorités coloniales de la ville ...) mais tous armés jusqu'aux dents, tirant à vue, jouant aux justiciers du Far West partis à pourchasser les mauvais Indiens... » (p167).

Avis Pour moi, le plus grand jongleur de mots et de phrases de la littérature francophone. A vous y perdre... avec plaisir ! Pour découvrir le monde intérieur d'un auteur à nul autre pareil. Un peu de Camus ? Un peu de Kateb Yacine ? Peut-être ! Mais beaucoup, beaucoup de Boudjedra... On comprend, en le (re-) lisant pourquoi le monde littéraire français, celle d'hier et celle d'aujourd'hui, voyant en lui le meilleur d'entre tous, a commencé (et a continué de nos jours encore) à le boycotter. Il est vrai que c'est un personnage exceptionnel au caractère plus que trempé... et à l'algérianité nationale-patriotique aiguës... et ne s'en laissant pas conter. Qui s'y frotte s'y pique !

Citations : « Aller de la prison du père à celle du mari, c'est comme sucer des petits cailloux pour tremper sa faim » (p17), « Les pauvres exagèrent toujours l'avarice des riches » (p 36), « Je me sentais toujours à l'étroit dans une photographie, enfermé définitivement dans le temps et dans l'espace, figé pour l'éternité comme si je n'allais plus vieillir ni jamais quitter tel ou tel décor » (p 218), « Imagine-toi un cadi ! C'est beaucoup plus leste derrière une voiture mortuaire, malgré sa bedaine gorgée d'eau et malgré la sieste faite dans de mauvaises conditions un jour d'enterrement. Un cadi, ça a l'habitude ! Il ne vit que pour ça. Sans les enterrements, il n'aurait aucune valeur. Si les gens le respectent, c'est parce qu'ils l'associent à la mort » (p 228),

Les contrebandiers de l'Histoire



Pamphlet de Rachid Boudjedra, Editions Frantz Fanon, Tizi Ouzou, 2017, 400 dinars, 91 pages (Fiche de lecture déjà publiée le 20 janvier 2019. Extraits pour rappel seulement ? Fiche complète in www.almanach-dz.com/culture/bibliotheque_d'almanach)

Avec notre Rachid Boudjedra national (et nationaliste devenu, avec un « âge n'aidant pas », de plus en plus sourcilieux), il faut s'attendre à tout... ce qui peut « révolutionner » le paysage culturel algérien, à tout moment et en tous lieux, durant ses brusques « montées » en attaque ou après les « pièges et harcèlements » médiatiques. Depuis quelque temps, il semble redoubler de « férocité », se mettant à tirer dans tous les coins et sur tout ce qui bouge... surtout ailleurs (en France, tout particulièrement) et alentour (ce qui vient de France, tout particulièrement). Parfois, on le comprend... sans l'approuver. Souvent, on s'en inquiète.

Donc, l'ouvrage est plus d'un simple pamphlet. C'est un écrit-brûlot (et il le reconnaît amplement, p 85), décidé, « pour ne pas mourir de ma lâcheté » dit-il (...)

Dans sa large « radiographie clinique », il y a beaucoup d'(im-) patients : B.Sansal, K.Daoud, (...) (et bien d'autres dans la littérature, la peinture, le théâtre ou le cinéma dont les réalisateurs de « productions cinématographiques produits sur commande », des « films-propagande à la guimauve », et les « dizaines de pseudo-artistes » algériens (qui) ont rejoint les Sas de l'armée française... Certains de ces jeunes « jaunes » sont devenus des artistes importants et reconnus par l'Algérie indépendante », voir 83) ... et, dans le même sac, A. Camus, F. Furon, A. Arcady, M. Onfray... sans oublier B.H.Lévy, Finkielkraut, E.Zemmour, Bruckner, Glucksmann, R. Menard, J.P Chevenement (et tant d'autres), les « camarades

socialistes français », à leur tête G. Mollet et F. Mitterrand, L. Visconti, Melina Mercouri, Delacroix... Beaucoup de monde. Trop de monde ?

Heureusement, il y a F. Yveton, A. Tebboune, S. Bencheikh (de l'Onda), H'mida Ayachi, A. Fenni, A. Cherif, Omar Ourtilane, L. Hamina et bien des « chrétiens, juifs, athées mais algériens jusqu'au bout des ongles », dont bien d'entre eux « vivent en Algérie et sont fiers d'être Algériens » et... J-P. Sartre, Mandouze, Amos Giataï, Shlomo Sand, Jeanson, Yves Lacoste, L. Mauvignier, J. Ferrari, J. Andreas, Picasso, J. Genêt, P. Guyotat... (...)

L'Auteur : Voir plus haut

Extraits : « La très longue colonisation ottomane de l'Algérie qui dura des siècles a été celle aussi d'une très grande cruauté, mais comme ces janissaires étaient des musulmans, leurs crimes leur ont été pardonnés » (p 37), « Le monde occidental trop riche et trop pauvre à la fois, a tout empommadé, tout traficoté, fait de la contrebande avec toutes les valeurs, y compris les siennes propres que nous, progressistes et laïcs algériens, avions adoptées avec enthousiasme » (p 49), « Ce qui nous manque, à nous intellectuels et artistes, pour être efficaces, c'est, peut-être, un niveau d'enracinement dans la propre conscience de l'individu écrivant ou peignant, ou réalisant (dans le cinéma ou dans le théâtre), etc. » (p 68), « Si j'ai donc consacré ce « brûlot » à des contrebandiers de l'Histoire, c'est pour

dire que l'Algérie va mal. Que les Algériens sont malheureux. Fragiles. Désarmés. Humiliés dans leur fierté nationale par des larbins et par les nouveaux harkis de l'ère moderne » (p 88).

Avis C'est un pamphlet comme annoncé en couverture. Pamphlet : « Petit écrit satirique agressif dirigé contre quelqu'un, une institution... Libelle » (Le grand Larousse illustré 2016, p 830). Donc, point d'étonnement connaissant le « militantisme » et l'« épidermisme » (sic !) de celui qui reste, malgré tout, le plus grand de nos écrivains contemporains de langue... français... alors, et je l'ai déjà écrit, « les meilleurs sont aujourd'hui ailleurs ».

Une remarque très personnelle : je ne pense pas qu'il n'y ait pas d'écrits suffisants -édités en Algérie même- sur le combat de l'Algérie pour se libérer de l'occupation coloniale ou pour décrire (à travers des mémoires, des études et des récits et aussi, des romans) la vie quotidienne. Il y a en assez (en général en français mais traduits, pour beaucoup, en arabe) pour occuper bien des journées de lecture. Certes la qualité n'est pas toujours présente, mais en attendant, on s'en contente. Mieux que rien ou peu et bien mieux que les ouvrages édités à l'étranger (...)

Citations : « La démocratie est le contraire du mensonge et des petits arrangements » (p 19), (...), « Notre production artistique manque de finesse, de métaphysique, de passion et de... folie » (p 69).



78^{ème} Festival de Cannes LA LISTE DES JUSTES



CANNES :
TEWFIK HAKEM

La mobilisation des artistes contre la politique génocidaire d'Israël s'invite dans le plus médiatique Festival de cinéma du monde.

Impossible de faire son job de critique comme d'habitude, c'est-à-dire analyser un film en se basant uniquement sur ses aspects esthétiques. Prenons par exemple le film d'ouverture de cette 78^{ème} édition de Cannes, une comédie musicale française à caractère social (comme on dit à chaque fois que les protagonistes sont issus des classes populaires ou précaires). Même si on ne déteste pas la variété française populaire, le film «Partir un Jour» est globalement ennuyeux malgré ses bonnes intentions, artistiquement sans intérêt, au mieux un calmant Netflix pour les maisons de retraites de la France métropolitaine. Mais en rencontrant à la fête du film les comédiens franco-algériens Tewfik Jallab et Mohamed Arezki arborant d'une manière ostentatoire le drapeau palestinien, et en discutant avec le reste de l'équipe du film sur le drame qui se joue en Palestine occupée, il devenait impossible de dire

du mal sur le film. Les comédiens font partie des 380 acteurs, réalisateurs et producteurs internationaux qui ont signé une lettre publiée le premier jour du Festival, contre la passivité du monde devant la destruction de Gaza: «Nous ne pouvons pas rester silencieux alors qu'un génocide a lieu à Gaza», peut-on lire dans la lettre (lire ci-dessous) signée entre autres par Pedro Almodóvar, Ruben Östlund, Guy Pierce, Ralph Fiennes, Melissa Barrera, Yórgos Lánthimos, Susan Sarandon, Alfonso Cuarón, David Cronenberg. La comédienne française, Juliette Binoche a finalement retiré sa signature de la liste publiée conjointement par le quotidien français «Libération» et le magazine américain des professionnels du cinéma Variety. Juliette Binoche a-t-elle été rappelée à l'ordre par le Festival de Cannes, officiellement pour rester «neutre» en tant que «Présidente du Jury» de la compétition officielle, comme le laissent penser la plupart des critiques arabes accrédités ? Ou a-t-elle eu peur des répercussions sur sa carrière à Hollywood ? L'exemple édifiant de Lina Khoudri qui a perdu son agent hollywoodien suite à ses postes condamnant la destruction de Gaza par Tsahal est souvent cité. Mais la liste des signataires s'allonge. La mobilisation ne faiblit pas. Jusqu'à l'année dernière les cinéastes et stars de cinéma devaient rivaliser d'ingéniosité pour exprimer, souvent à leurs risques et périls, leur soutien au peuple palestinien, à la manière de l'actrice australienne (et star à Hollywood) Cate Blanchett qui a fait sensation l'année dernière en foulant le tapis rouge du Palais des Festivals avec une robe aux couleurs du drapeau de la Palestine. Après 60.000 morts à Gaza, en majorité des civils, selon des données de l'ONU, le cinéma mondial ose enfin briser la loi du silence, quitte à subir les foudres des puissants soutiens à l'occupation israélienne.

«POUR FATMA, POUR TOUS CEUX QUI MEURENT DANS L'INDIFFÉRENCE»

Voici le texte de la tribune et la liste des premiers signataires.
Pour l'histoire.

«Fatma Hassouna avait 25 ans. C'était une photojournaliste palestinienne indépendante. Elle a été prise pour cible par l'armée israélienne le 16 avril 2025, le lendemain de l'annonce que le film de Sepideh Farsi «Put Your Soul on Your Hand and Walk», dont elle était la vedette, avait été sélectionné dans la section ACID du Festival de Cannes. Elle est sur le point de se marier. Dix de ses proches, dont sa sœur enceinte, ont été tués par la même frappe israélienne. Depuis les terribles massacres du 7 octobre 2023, aucun journaliste étranger n'est autorisé à entrer dans la bande de Gaza. L'armée israélienne s'en prend aux civils. Plus de 200 journalistes ont été délibérément tués. Des écrivains, des cinéastes et des artistes sont sauvagement assassinés. Fin mars, le cinéaste palestinien Hamdan Ballal, qui a remporté un Oscar pour son film «No Other Land», a été brutalement attaqué par des colons israéliens, puis kidnappé par l'armée, avant d'être libéré sous la pression internationale. Le manque de soutien de l'Académie des Oscars à Hamdan Ballal a suscité l'indignation de ses propres membres et elle a dû s'excuser publiquement pour son inaction. Nous avons honte d'une telle passivité. Comment se fait-il que le cinéma, terreau d'œuvres socialement engagées, semble si indifférent

à l'horreur de la réalité et à l'oppression subie par nos sœurs et nos frères ? En tant qu'artistes et acteurs culturels, nous ne pouvons rester silencieux alors qu'un génocide se déroule à Gaza et que cette nouvelle innommable frappe, de plein fouet, nos communautés. A quoi servent nos métiers si ce n'est à tirer les leçons de l'histoire, à faire des films engagés, si nous ne sommes pas présents pour protéger les voix opprimées ? Pourquoi ce silence ? L'extrême droite, le fascisme, le colonialisme, les mouvements anti-trans et anti-LGBTQIA+, sexistes, racistes, islamophobes et antisémites mènent leur combat sur le champ de bataille des idées, en s'attaquant à l'édition, au cinéma et à l'université, et c'est pourquoi nous avons le devoir de nous battre. Refusons que notre art soit complice du pire. Levons-nous. Nommons la réalité. Osons collectivement la regarder avec la précision de nos cœurs sensibles, pour ne plus la taire et l'occulter. Refusons la propagande qui ne cesse de coloniser nos imaginaires et de nous faire perdre notre sens de l'humanité. Pour Fatma, pour tous ceux qui meurent dans l'indifférence. Le cinéma se doit de porter leurs messages, de refléter nos sociétés. Agissons avant qu'il ne soit trop tard.»

T. H.



PREMIERS SIGNATAIRES :

- | | | | |
|------------------------|------------------------|-------------------------|------------------------|
| - Pedro Almodóvar | - Mehmet Can | - Jacques Kébadian | - Noemie Merlant |
| - David Cronenberg | - Mertoölu | - Erwan Kepoa Falé | - Frédéric Mermoud |
| - Costa-Gavras | - Eric Cantona | - Yannick Kergoat | - Nina Meurisse |
| - Viggo Mortensen | - Nuri Bilge Ceylan | - Sofian Khammes | - Valerio Mieli |
| - Javier Bardem | - Lolita Chammah | - Yórgos Lánthimos | - Emmanuelle Millet |
| - Noée Abita | - Fatima Daas | - Alexis Langlois | - Davide Minnella |
| - Hany Abu-Assad | - Cherien Dabis | - Nadav Lapid | - Avi Mograbi |
| - Xavier Beauvois | - Béatrice Dalle | - Luc Leclerc du Sablon | - Indya Moore |
| - Saïd Ben Saïd | - Charles Dance | - Erwan Le Duc | - Mercedes Morán |
| - Leïla Bekhti | - Ciro D'Emilio | - Radouan Leflahi | - Laura Morante |
| - Luca Bellino | - Arkin Mercan Dede | - Mike Leigh | - Gérard Mordilla |
| - Suzy Bemba | - Mary Ellen Davis | - Blandine Len | - Anna Mouglalis |
| - Adila Bendimerad | - Slimane Dazi | - Narimane Mari | - Gabriele Muccino |
| - Kaouther Ben Hania | - Yann Dedet | - Vincent Mariette | - Peter Mullan |
| - Dali Benssalah | - Matthieu de Laborde | - Félix Maritaud | - Margherita Murolo |
| - Fabrizio Bentivoglio | - Pierre Deladonchamps | - Laïla Marrakchi | - Lino Musella |
| - Julie Bertucelli | - Émilie Deleuze | - Lucrecia Martel | - Arab Nasser |
| - Simone Bitton | - Agnès de Sacy | - Mario Martone | - Tarzan Nasser |
| - Sami Bouajila | - Maria De Medeiros | - Alessandra Masi | - Dalia Naous |
| - Elodie Bouchez | - Giuliana De Sio | - Valerio Mastandrea | - Nadine Naous |
| - Bastien Bouillon | - Maria Teresa De Vito | - Patricia Mazuy | - Raphaël Neal |
| - Guillaume Brac | - Sylvain Desclous | - Simon McBurney | - Enza Negroni |
| - Rachida Brakni | - Lukas Dhont | - Mounia Meddour | - Susanna Nicchiarelli |
| - Evelynne Brochu | - Juan Diego Botto | - Sylvestre Meinzer | - Cynthia Nixon |
| - Silvia Brunelli | - Alice Diop | - Fernando Meirelles | - Bruno Nuytten |
| - Jean-Stéphane Bron | - Javad Djavahery | - Kleber Mendonça Filho | - Andrea Occhipinti |
| - Celeste Brunnquell | - Julie Delpy | - Nina Menkes | - Michela Occhipinti |
| - Gianfranco Cabiddu | - Xavier Dolan | - Stéphane Mercurio | - Joshua Oppenheimer |
| - Esmeralda Calabria | - Ralph Fiennes | - Christian Carmosino | - Luis Ortega |
| - Laure Calamy | - Mathieu Kassovitz | - Mireu | - Ruben Östlund |
| - Mimmo Calopresti | - Aki Kaurismäki | | - Damien Ounouri |

Aïd El Adha

Le port d'Oran accueille un troisième navire de moutons importés

J. Boukraa

Dans le cadre du programme national de soutien à l'approvisionnement du marché national à l'occasion de l'Aïd El Adha 2025, le port d'Oran a accueilli hier mercredi le navire «Shorthorn Express», en provenance d'Espagne, avec à son bord 13.000 têtes de moutons vivants. Il s'agit du troisième navire accueilli par le port d'Oran.

Cette arrivée a été précédée par l'importation de 31.000 moutons vivants en provenance de Roumanie, suivie de 13.000 autres têtes de bétail importées également d'Espagne, dans le cadre du même dispositif. Cette initiative s'inscrit dans une série d'arrivages visant à garantir la disponibilité du bétail sur le marché national et à stabiliser les prix à l'approche de l'Aïd et soutenir le pouvoir d'achat des citoyens. Les autorités portuaires, en coordination avec les services vétérinaires et douaniers, assurent un suivi rigoureux de ces opérations pour garantir la conformité sanitaire et logistique du cheptel.

Pour assurer une large couverture territoriale, des points de vente officiels ont été ouverts. À Arzew, les citoyens peuvent se rendre à l'ancien abattoir communal. À Ain El Turck, les ventes se font au marché couvert du quartier El Nakhil. À Boutlélis, le point de vente est situé rue Chahmi Mohamed. Les moutons sont aussi disponibles au niveau du marché de



gros d'El Kerma. Ces sites ont été choisis pour leur accessibilité et leur capacité à accueillir un grand nombre d'acheteurs dans de bonnes conditions. Le prix du mouton importé a été fixé à 40.000 dinars, un tarif encadré décidé par les autorités pour offrir aux ménages une alternative abordable et de qualité. Ce prix unique permet d'éviter les dérives spéculatives et garantit un certain équilibre entre l'offre et la demande.

Les citoyens peuvent effectuer leurs achats sur présentation de leur carte nationale d'identité. Plusieurs modes de paiement sont acceptés pour faciliter les transactions : la carte Edahabia, la carte bancaire (CIB), le paiement en espèces, ainsi que les

virements bancaires ou postaux (CCP/BADR). Cette opération a suscité un large écho positif auprès des citoyens, qui ont exprimé leur satisfaction face à la disponibilité des moutons à un prix encadré, loin des tarifs excessifs pratiqués habituellement. Il a également été souligné qu'il est interdit de revendre l'agneau de l'Aïd, et que toute revente fera l'objet de sanctions légales conformément aux lois en vigueur. Pour beaucoup, cette initiative des autorités a permis de soulager les ménages, notamment ceux aux revenus modestes, en leur offrant la possibilité de célébrer l'Aïd dans la dignité et sans subir la pression des spéculations habituelles.

Misserghine et Bir El Djir

Le secteur de l'éducation renforcé par de nouveaux établissements scolaires

De nouveaux établissements scolaires, couvrant les trois cycles d'enseignement, réalisés dans les communes d'Oran, Bir El Djir et Misserghine, renforceront le secteur de l'éducation dans la wilaya d'Oran, dès la rentrée scolaire 2025-2026, a-t-on appris, mardi, auprès des services de la wilaya. Lors d'une visite d'inspection, le wali d'Oran, Samir Chibani, a procédé lundi soir dans le quartier Bouâmama, dans la commune d'Oran, à la pose de la première pierre d'un projet de réalisation d'un collège sur les sites des 1.300 et 3.000 logements, et a inspecté l'avancement des travaux de

deux écoles primaires. Au niveau du nouveau pôle urbain «Chahid Ahmed Zabana», dans la commune de Misserghine, le wali a inspecté les chantiers de réalisation de deux groupes scolaires implantés dans les cités 1.832 et 3.000 logements, ainsi que trois collèges situés sur les sites des 2.000 et 3.000 logements, en plus de deux lycées en construction sur les sites des 2.000 et 7.000 logements, a-t-on indiqué de même source. A Bir El Djir, le chef de l'exécutif local a procédé à la pose de la première pierre d'un projet de réalisation d'un lycée de 1.000 places pédagogiques à la cité Riadh et s'est

enquis de l'état d'avancement des travaux d'une école primaire et d'un collège en construction à Sidi El Bachir. M. Chibani a insisté sur la nécessité d'achever les projets dans les délais contractuels et de mettre ces établissements en service avant la prochaine rentrée scolaire, tout en veillant à la conformité des constructions selon les normes établies et à la disponibilité des équipements nécessaires pour garantir de bonnes conditions pédagogiques aux élèves. A noter que la wilaya d'Oran dispose de plus de 900 établissements scolaires couvrant les trois niveaux d'enseignement.

Es-Sénia

162 kg de viandes rouges et blanches impropres à la consommation saisis

K. Assia

Afin de préserver la santé du consommateur et lutter contre la commercialisation des produits à risque et périmés, les éléments de la sûreté de daïra d'Es-Sénia ont réussi à mettre la main sur une quantité de 162 kg de viandes rouges et blanches impropres à la consommation. Cette opération a été effectuée à la suite d'informations parvenues aux policiers indiquant qu'une boucherie située dans cette localité préparait de la viande destinée aux com-

merces de fast-food dans des conditions qui laissent à désirer. Sur ce, les policiers accompagnés du médecin vétérinaire et aussi de la commission de l'hygiène et de la santé de la commune d'Es-Sénia en plus des services du commerce ont procédé à une descente sur les lieux et lors du contrôle, ils ont découvert que la viande commercialisée n'est pas conforme et par conséquent ne peut être destinée à la consommation humaine. Ils ont saisi 162 kg de viandes de poulet et de viande rouge et aussi de la viande hachée impropre à la

consommation. Le contrôle effectué par le vétérinaire a confirmé que cette viande était impropre. Les policiers ont aussi relevé d'autres infractions dont l'absence de l'hygiène et l'absence de la chaîne de froid. Des poursuites seront engagées à l'encontre du contrevenant.

Par ailleurs, ces opérations de contrôle vont se poursuivre sur le terrain. Le but est d'éviter la commercialisation des produits périmés et de lutter contre le spectre des intoxications alimentaires.

Une commission composée de tous les acteurs intervenant dans cette lutte à l'exemple des services des APC, de la daïra, du commerce, des services de la police et de la gendarmerie entre autres a été mise sur pied pour renforcer le dispositif de prévention et surtout axer sur la sensibilisation de la population sur les risques encourus quant à l'achat de produits sensibles et impropres à la consommation.

Aïn El Turck

Affichage de la liste provisoire des bénéficiaires des 450 logements sociaux

K. Assia

La liste nominative et provisoire des bénéficiaires des 450 logements de type public locatif de la commune de Aïn El Turck a été affichée, hier, par les services de la daïra. Il s'agit, en effet, d'une liste provisoire en attendant l'étude de tous les dossiers de recours introduits par les exclus de cette opération sachant que conformément au décret exécutif 08-142 du 11 mai 2008 fixant les conditions d'attribution du logement public locatif, les demandeurs de logements sociaux exclus de cette liste et se disant en droit de figurer peuvent déposer une demande de recours. Les autorités locales précisent que ceux-ci doivent rédiger une demande de recours écrite, en joignant tous les documents et les informations nécessaires et ce, dans un délai de 8 jours à compter de l'affichage de cette liste le 14 mai 2025. Cette demande doit être déposée au

niveau de la daïra ou de l'APC. Ce recours doit être déposé au niveau de l'annexe administrative de Cap Falcon. Ainsi, la liste finale des bénéficiaires de ce quota sera connue et affichée définitivement une fois tous les recours introduits étudiés par la commission de daïra.

Notons que plus de 130 familles occupant des habitations précaires au bidonville « Sidi Nacer », dans la commune de Aïn El Turck, avaient été relogées en avril 2024 dans des logements neufs implantés au niveau du pôle urbain de Oued Tlélat. Cette opération a permis la récupération d'une assiette foncière de 6 hectares. Notons qu'un total de 6.834 logements toutes formules confondues entre logements de type public locatif et promotionnel aidé LPA ont été distribués à travers toute la wilaya d'Oran jusqu'au 31 décembre 2024 selon un rapport détaillé présenté à l'occasion de la première session ordinaire de l'APW d'Oran.

Saison estivale

Une dizaine de plages ciblées par des travaux de réhabilitation

D. B.

En perspective de la saison estivale une dizaine de plages de la wilaya ont bénéficié de travaux d'aménagement et de réhabilitation, indiquent les services de la wilaya, notamment au niveau de la commune de Aïn El Turck, trois plages à Bousfer, une plage à El Ançor et une autre dans la municipalité de Aïn El Kerma. Selon les mêmes sources, la commune de Mers El Hadjadj, située à 50 km à l'est d'Oran, a également bénéficié d'importants travaux de restauration sur sa grande plage. Ces interventions visent à valoriser le potentiel touristique de la région et améliorer l'accueil des estivants. Le comité de wilaya, chargé de la préparation et du suivi de la saison estivale 2025, organise en parallèle des sorties de contrôle sur le terrain. Il participe également aux réunions des comités de daïra afin de suivre de près les réserves soulevées par les commissions de contrôle.

Il y a quelques jours, le wali d'Oran avait instruit les chefs de daïra et les présidents des Assem-

blées communales de préparer les fiches techniques nécessaires. Ces documents permettront à la direction des travaux publics de lancer les différentes opérations de réhabilitation et de mise en valeur des plages. Concernant l'accueil des milliers d'estivants qui choisissent la destination Oran, quatorze nouveaux établissements hôteliers seront prêts à être exploités pendant la saison estivale 2025. Ces structures renforceront la capacité d'accueil touristique de la wilaya d'Oran en offrant 1.760 lits supplémentaires et généreront 455 nouveaux emplois.

C'est ce qu'a annoncé dernièrement le directeur du tourisme de la wilaya d'Oran, Saleh Bakel, lors d'une réunion du conseil exécutif tenue au siège de la wilaya. Le directeur du tourisme avait présenté un exposé sur les préparatifs en cours pour la saison estivale 2025, tout en dressant le bilan de la saison écoulée. Il a précisé que ces nouvelles infrastructures hôtelières vont contribuer à améliorer l'offre d'hébergement et dynamiser le secteur du tourisme local.

Vaste opération de police

Neuf individus recherchés arrêtés

K. Assia

Six sûretés urbaines (3, 4, 9, 10, 11 et 12^{ème}) en coordination avec les services de la sûreté de daïra de Boutlélis ont lancé une vaste opération d'assainissement dans plusieurs quartiers relevant de leur compétence et ce afin de sécuriser les biens et les personnes et mettre hors d'état de nuire les individus recherchés par la justice. 115 personnes ont été interpellées au cours de cette campagne coup de poing et soumises à un examen de situation et 5 recherchés par un mandat d'arrêt ont été arrêtés alors que 4 condamnés par la justice ont été aussi appréhendés soit un total de 9 indivi-

us recherchés. Les policiers ont aussi arrêté 10 personnes pour détention et commercialisation de stupéfiants, port d'armes entre autres. Ils ont mis en fourrière 5 véhicules et ont relevé 14 infractions routières et 5 délits de coordination. Dans le domaine de la police générale, les unités d'intervention ont contrôlé 35 commerces afin de s'assurer si toutes les conditions liées à l'exercice de l'activité commerciale sont respectées à l'exemple de l'hygiène, de la détention du registre de commerce, etc. Notons que des numéros verts, le 17, le 1548 en plus de l'application «Allo chorta» sont mis à la disposition des citoyens pour leur sécurité et celle de leurs biens.

ILS NOUS ONT QUITTES... HIER

Meserdi Nacera, 71 ans, Dar El Hayet
Zine Khalouf Sid Ahmed, 37 ans, Cité Petit
Amour Nacer, 35 ans, El Hassi
El Yakoubi El Kaïma, 88 ans, Oran

Horaires des prières pour Oran et ses environs

17 dhoul el qida 1446

El Fedjr 04h19	Dohr 13h00	Assar 16h48	Maghreb 20h05	Icha 21h37
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



Tiaret Café, banane : les assurances du ministre du Commerce

Le ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Tayeb Zitouni, a indiqué mardi que l'implication des opérateurs publics dans l'importation du café et des bananes, en complément des importateurs privés déjà actifs dans ce domaine, a contribué à garantir un approvisionnement régulier de ces produits à des prix accessibles pour les citoyens.

Dans son intervention, lors d'une rencontre avec des investisseurs à Ksar Chellala, dans la wilaya déléguée éponyme, dans le cadre d'une visite dans la wilaya de Tiaret, le ministre a précisé que le recours à des opérateurs publics pour importer du café, aux côtés des importateurs privés qui respectent les lois de l'Etat a contribué à garantir un approvisionnement régulier de ce produit à des prix accessibles pour les citoyens et à éliminer les réseaux de spéculation". Cette mesure s'applique également aux bananes, dont l'importation sera désormais assurée par des entreprises publiques, notamment la société de réalisation et de

gestion des marchés de gros "Magros", en plus des importateurs privés, après une hausse importante des prix observée récemment. M. Zitouni a souligné que la décision de confier l'importation des légumineuses à l'Office national des céréales avait constitué une expérience réussie dans la lutte contre la spéculation et la rétention, conformément aux orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

Dans l'après-midi, le ministre a procédé à l'inauguration du laboratoire de contrôle de la qualité de la wilaya à Tiaret, instruisant les responsables de cette infras-

tructure à l'effet d'œuvrer pour augmenter le nombre d'échantillons analysés pour atteindre 4.000 échantillons/an au lieu de 600 analyses effectuées actuellement.

In situ, le ministre a indiqué que ce laboratoire bénéficiera prochainement de nouveaux équipements. Dans la ville de Sougueur, le ministre a inauguré un centre de stockage de céréales de proximité d'une capacité de 50.000 quintaux, ainsi qu'un marché couvert à Ksar Chellala.

Enfin, il a visité deux projets d'investissement, l'un spécialisé dans l'élevage de volailles, et l'autre dans la production d'engrais et de tuyaux d'irrigation agricole.

Chlef Téléphonie mobile : Zerrouki veut une meilleure couverture

Abbad M. et APS

Le ministre des postes et télécommunications, M. Sid -Ali Zerrouki, a effectué, mardi, une visite de travail et d'inspection à la wilaya de Chlef. Après avoir écouté, à la salle des délibérations du siège de la wilaya, un exposé sur les activités de son secteur, la délégation ministérielle s'est dirigée vers le hameau Kechacheda dans la commune de Bouzghaia où le représentant du gouvernement a procédé à la mise en service d'une station de base en téléphonie mobile 4e génération dans le cadre du programme du service universel des télécommunications électroniques. Il a été procédé également à la mise en service d'un réseau de fibre optique à El Hassania dans la commune de Chlef. Au niveau du quartier Bensouna, le ministre a procédé à l'inauguration d'un centre de services Mobilis. Ce centre, englobant un pôle de développement des compétences, s'inscrit dans le cadre du plan du département ministériel pour la promotion des compétences à travers le territoire national, en conformi-

té avec la transition numérique, les évolutions technologiques, la cyber-sécurité et l'intelligence artificielle, a précisé le ministre. M. Zerrouki a affirmé que le centre offre aux étudiants et aux jeunes des formations gratuites en intelligence artificielle et en programmation, tout en apportant des facilitations à leur intégration avec les porteurs de projets, les chercheurs et les employeurs. La structure permet également de concrétiser leurs idées sous forme de startups spécialisées dans les services et les logiciels au profit de l'entreprise. Le centre comprend également un espace dédié aux startups, en vue de l'accompagnement du ministère de l'économie de la connaissance et du soutien des jeunes porteurs de projets. De même que des espaces d'accueil pour les clients, permettant de découvrir les nouvelles technologies, en plus des espaces de loisirs.

Le ministre de la Poste et des Télécommunications a également annoncé, selon l'APS, l'activation du service d'itinérance nationale pour le numéro des urgences entre les opérateurs de

téléphonie mobile «avant la fin du mois en cours». M. Zerrouki a indiqué qu'à l'issue d'une réunion avec les opérateurs de téléphonie mobile, son département ministériel «a fixé la fin du mois courant pour la mise en service du dispositif d'itinérance nationale pour le numéro des urgences, qui concernera dans une première phase l'autoroute Est-Ouest». Ce service permettra à tout abonné, en cas d'accident ou de situation urgente nécessitant une intervention sur l'autoroute Est-Ouest, de contacter le numéro des urgences depuis n'importe quel réseau, quel que soit le type de carte SIM utilisée, et même en l'absence de couverture du réseau de son propre opérateur. «Cette mesure concernera dans un premier temps l'autoroute Est-Ouest, puis sera progressivement étendue aux autres routes nationales, notamment les RN1 et RN5", a-t-il ajouté. Le ministre a également insisté sur la nécessité pour les opérateurs de téléphonie mobile d'assurer une couverture complète en 4G le long de l'autoroute Est-Ouest avant le 15 juin.

Sidi Bel Abbès 6 milliards DA pour l'eau dessalée de «Chatt El-Hilal»

Le ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal, a annoncé mardi à Sidi Bel Abbès que des projets structurants seront lancés, dans les prochaines semaines, afin d'améliorer l'alimentation en eau potable dans la wilaya.

«Ces projets, conjugués à ceux déjà réceptionnés, permettront d'éliminer définitivement les perturbations liées à l'approvisionnement en cette ressource vitale», a-t-il ajouté.

Dans une déclaration à la presse en marge de sa visite d'inspection dans la wilaya, le ministre a annoncé que le projet de transfert d'eau potable à partir de la station de dessalement de l'eau de mer de «Chatt El-Hilal» (Ain Temouchent) «sera bientôt lancé, pour un budget alloué de 6 milliards DA».

Il a également indiqué que les travaux de réalisation d'une station d'épuration des eaux

usées (STEP), d'une capacité de 78.000 m³ et couvrant plusieurs communes, débiteront dans les «tout prochains jours».

Il a précisé que les projets inscrits dans le cadre du programme d'urgence de juillet 2024 au profit de la wilaya de Sidi Bel Abbès, pour un montant de plus de 2,2 milliards DA, permettront de résoudre les perturbations de l'AEP constatées dans certaines zones et communes, en particulier les quartiers à forte densité de population.

M. Derbal a, dans ce contexte, salué les efforts des pouvoirs publics pour répondre aux préoccupations des citoyens et assurer l'accès à l'eau potable, soulignant les résultats tangibles obtenus grâce aux projets réalisés, qui ont contribué à renforcer la sécurité hydrique.

Il a appelé les responsables du secteur à

œuvrer, en coordination avec tous les acteurs et partenaires, à améliorer la distribution de l'eau potable. Le ministre a également insisté sur la nécessité d'investir dans les ressources humaines, de tirer profit des compétences universitaires et de renforcer la formation afin d'assurer une gestion optimale, notamment par la valorisation et la réutilisation des eaux usées dans le secteur agricole.

Au cours de sa visite, le ministre a supervisé l'évaluation de l'état d'avancement de plusieurs projets inscrits dans le cadre de la stratégie nationale de sécurisation de l'approvisionnement en eau et d'amélioration du service public.

Il a inauguré un réservoir d'eau de 500 m³ au village de Tamellaka (commune de Daya), et inspecté un projet similaire au village El-Bouaïche (commune de Hassi Daho). Dans la

commune de Tilmouni, le ministre a procédé à l'inauguration de la conduite principale d'adduction d'eau alimentant le nord de la commune de Sidi Bel-Abbès à partir d'un réservoir de 20.000 m³ situé dans la localité d'El Gouassem. A Sidi Lahcen, il a visité un autre réservoir d'une capacité identique et suivi une présentation du projet de renforcement de la wilaya en eau dessalée depuis la station de «Chatt El-Hilal» (wilaya d'Ain Temouchent), ainsi qu'un exposé sur la réhabilitation de trois stations de pompage du couloir Sidi El-Abedli-Sidi Bel Abbès. Le ministre de l'Hydraulique a achevé sa visite dans la commune de Sidi Bel Abbès par la présentation de l'étude d'aménagement de l'oued Mekerra et d'un projet de station d'épuration des eaux usées au profit de la commune de Sidi Brahimi.

Publicité

Société Industrielle Privée - Sise à Sidi Bel-Abbes

Recrute dans l'immédiat,

MANAGER Système Qualité :

Profil : 1)- Ingénieur (toute spécialité), Licence et plus.
2)- Expérience dans le poste souhaité
3)- Dynamique, autonome, ayant le sens de la communication
4)- Libre de tout engagement.

Avantage : Salaire à débattre A Zone industrielle lot n° 100 Sidi Bel-Abbès.
Adressez : Lettre de motivation + cv **Ou Mail :** tplast_algerie@yahoo.fr

الديوان العمومي للمحضر القضائي

مكتب الأستاذ عباس نصر الدين - محضر قضائي بدائرة اختصاص محكمة غليزان

03 شارع عبد المومن غليزان - الهاتف: 046.71.80.08

إعلان بيع بالمزايدة

يطلب من طرف السيد مدير الوكالة الولائية للتسيير والتنظيم العقاريين الحضريين بغليزان، يعلن الأستاذ عباس نصر الدين محضر قضائي الكائن مكتبه شارع عبد المومن رقم 03 غليزان جانب المحكمة الإدارية عن إجراء عملية بيع 33 قطعة أرضية بالمزايدة عن طريق تعهدات مختومة بتجربة 106/54 بجانب المستشفى الجديد بمناداس. تودع الأظرفة المختومة بمكتبنا المشار إليه أعلاه من الساعة التاسعة صباحا إلى غاية الثانية عشر صباحا الموافق ليوم الخميس 2025/05/22.

شروط البيع:

يتم البيع طبقا لدفتر الشروط المودع الذي تم سحبه من مكتبنا أو من مقر الوكالة الولائية للتسيير والتنظيم العقاريين الحضريين بغليزان أو فرع مناداس أو الصفحة الرسمية للولاية و الصفحة الرسمية للوكالة العقارية. حددت أوقات معاينة القطع الأرضية ابتداء من تاريخ الإعلان إلى يوم 2025/05/22 صباحا قبل فتح الأظرفة. سحب دفتر الشروط ضروري للمشاركة في المزايدة.

المحضر القضائي

APARTEMENTS

■ Location appart F4 csdb, 5^e étage, ascenseur, USTO Cosider + F8, 1^{er} étage, avenue Loubet, 3 façades + F7, 1^{er} étage Bd Charlemagne + F3 meublé, rue Larbi Ben M'hidi + F3 meublé Millénium + F3, 5^e étage, avec ascenseur, meublé rue Michelet + F4, 1^{er} étage, Bd Front de mer. Cabinet immobilier 0552.58.43.72/ 040.49.81.20

■ A vendre appart F3, 2^e étage, sup 60 m² + sdb, wc + couloir à Bd Maata, acté, à Oran centre-ville - Tél : 0774.17.07.36

■ A vendre T4, de luxe, 2^e étage, côté Oods, 126 m², 5 mn, El Akid, Oran - Tél : 0780.95.88.08

VILLAS

■ A vendre villa, R+1, 400 m², La Lofa + A vendre villa 300 m² R+2, La Lofa + A vendre appart F4, 120 m², 3^e étage, chauff central + place de parking, Senia + A vendre appart, F3, 110 m², 2^e étage + A vendre magasin commercial, 78 m², 2 rideaux électriques, Yasmine + A louer dépôt 100 m² La Lofa -Tél : 0773.24.62.36

■ A vendre maison de 03 pièces, cuisine avec cour de 1.165 m², actée et livret foncier, à Fornaka, W. Mostaganem - Mob : 0549.70.64.18- 0551.85.58.27

EMPLOIS

■ Entreprise des travaux de bâtiment (TCE), située à Oran, recrute conducteur de travaux, des carreleurs qualifiés en dalle de sol et faïence ainsi que des manoeuvres. Contact Mobile : 0550.53.86.04

TERRAINS

■ Vends terrains 117 m² (3 façades) Bousfer-village - Vieux bâtis avec terrain 784 m², façade 28 m - Pour prom lmm à Bouisseville et plusieurs villas actées avec L.F - Ag-Imobahria, Aïn El Turck -Tel : 0774.01.89.57

DIVERS

■ Location numéro taxi, Oran, tél : 0794.19.51.18

■ Vends disques vinyl, 33 et 45 tours, surtout chansons françaises. Appelez le 0669.71.49.17

LOCAUX

■ A vendre ferme de 05 ha oliviers, actée et livret foncier + puits, située à Sidi Abdelmoumen, Mohammadia (w. Mascara) - Mob : 0549.70.64.18 - 0551.85.58.27

■ Magasin de bijoux (bijouterie) à louer avec vitrine tendance, coffre et climatiseur, en plein trig siagha Mdina jdid, ville nouvelle, Oran - Tél : 0777.11.60.21

PENSÉE

A la mémoire du

Dr BOUKLIA

HACENE Radia

épouse MERAD.

Deux années

déjà se sont écoulées depuis ta disparition, le 15-05-2023. En cette douloureuse mémoire de notre chère mère, grand-mère et épouse, ton mari **Abdallah**, tes enfants et petits-enfants prient Dieu Le Tout-Puissant pour t'accueillir dans Son Vaste Paradis.

Repose en paix

Ton mari Abdallah

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTRE DES TRANSPORTS
GROUPE SERVICES PORTUAIRES
«SERPORT SPA»
ENTREPRISE PORTUAIRE DE MOSTAGANEM

وزارة النقل
مجمع الخدمات المينائية
«SERPORT SPA»
مؤسسة ميناء مستغانم

Direction des Travaux et de la Maintenance

**Avis d'appel d'offres national ouvert
N°02/2025**

L'Entreprise Portuaire de Mostaganem « EPM » lance un avis d'appel d'offres national ouvert, pour les **ASSURANCES DE L'ACTIVITE ET DU PATRIMOINE DE L'ENTREPRISE PORTUAIRE DE MOSTAGANEM -EPM.**

Les soumissionnaires intéressés par le présent avis d'appel d'offres peuvent retirer cahier des charges auprès de l'Entreprise Portuaire de Mostaganem (Cellule des marchés), contre le paiement de la somme de **30 000,00 DA** au profit de l'Entreprise Portuaire de Mostaganem domiciliée au CPA Agence 405, Place de la culture, Route d'Oran, Mostaganem. **Compte numéro : 004 00405 401 7011301/31.**

Les personnes déléguées pour le retrait de ces documents doivent se munir :

- D'une copie d'une pièce d'identité en cours de validité ;
- D'une procuration délivrée par le candidat à la soumission ;

Les offres doivent parvenir sous pli fermé à l'adresse suivante :

**Entreprise Portuaire de Mostaganem
Route principale de Salamandre
BP 131 - Mostaganem**

Seule l'indication ci-après doit apparaître sur le pli extérieur :

**ENTREPRISE PORTUAIRE DE MOSTAGANEM
DIRECTION GENERALE
AVIS APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° 02/2025
ASSURANCES DE L'ACTIVITE ET DU PATRIMOINE DE L'ENTREPRISE PORTUAIRE DE MOSTAGANEM
SOUMISSION - A NE PAS OUVRIR**

L'offre technique et l'offre financière devront être présentées sous double plis séparés et fermés dans le même dossier de soumission.

La date limite de dépôt des offres est fixée au 20ème jour à 10H00 à compter de la première parution du présent avis dans la presse nationale ou le BOMOP.

L'ouverture des plis se déroulera en séance publique en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants dûment mandatés et interviendra le jour correspondant à la date limite de dépôt des offres à 10heures, date et heure de l'ouverture des plis à laquelle ils sont cordialement invités.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de **soixante jours (60)** à compter de la date d'ouverture des plis.

Spa au capital Social de 1.500.000.000,00 DA
Route Principale de la Salamandre BP n° 131-Mostaganem
R.C n°27/00-0782148 B 99 - NIF : 099927078214891 - A.I n° : 27012021514
Tél : 045 35 10 11 - 045 35 11 12 - Fax : 045 35 11 15
Web: www.port-mostaganem.com.dz - E-mail: epm@port-mostaganem.com.dz

ANEP N° 2531100433 Le Quotidien d'Oran 15/05/2025

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTRE DES TRANSPORTS
GROUPE SERVICES PORTUAIRES
«SERPORT SPA»
ENTREPRISE PORTUAIRE DE MOSTAGANEM

وزارة النقل
مجمع الخدمات المينائية
«SERPORT SPA»
مؤسسة ميناء مستغانم

Direction des Travaux et de la Maintenance

**Avis d'appel d'offres national ouvert
N°03/2025**

L'Entreprise Portuaire de Mostaganem « EPM » lance un avis d'appel d'offres national ouvert, pour la **Location de cinq (05) reach stackers d'une capacité de levage de 35 à 45 tonnes avec chauffeurs.**

Les soumissionnaires intéressés par le présent avis d'appel d'offres peuvent retirer cahier des charges auprès de l'Entreprise Portuaire de Mostaganem (Cellule des marchés), contre le paiement de la somme de **5 000,00 DA** au profit de l'Entreprise Portuaire de Mostaganem domiciliée au CPA Agence 405, Place de la culture, Route d'Oran, Mostaganem. **Compte numéro : 004 00405 401 7011301/31.**

Les personnes déléguées pour le retrait de ces documents doivent se munir :

- D'une copie d'une pièce d'identité en cours de validité ;
- D'une procuration délivrée par le candidat à la soumission ;

Les offres doivent parvenir sous pli fermé à l'adresse suivante :

**Entreprise Portuaire de Mostaganem
Route principale de Salamandre
BP 131 - Mostaganem**

Seule l'indication ci-après doit apparaître sur le pli extérieur :

**ENTREPRISE PORTUAIRE DE MOSTAGANEM
DIRECTION GENERALE
AVIS APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° 03/2025
LOCATION DE CINQ (05) REACH STACKERS D'UNE CAPACITE DE LEVAGE DE 35 A 45 TONNES
AVEC CHAUFFEURS.
SOUMISSION - A NE PAS OUVRIR**

L'offre technique et l'offre financière devront être présentées sous double plis séparés et fermés dans le même dossier de soumission.

La date limite de dépôt des offres est fixée au 20ème jour à 10H00 à compter de la première parution du présent avis dans la presse nationale ou le BOMOP.

L'ouverture des plis se déroulera en séance publique en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants dûment mandatés et interviendra le jour correspondant à la date limite de dépôt des offres à 10heures, date et heure de l'ouverture des plis à laquelle ils sont cordialement invités.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de **soixante jours (60)** à compter de la date d'ouverture des plis.

Spa au capital Social de 1.500.000.000,00 DA
Route Principale de la Salamandre BP n° 131-Mostaganem
R.C n°27/00-0782148 B 99 - NIF : 099927078214891 - A.I n° : 27012021514
Tél : 045 35 10 11 - 045 35 11 12 - Fax : 045 35 11 15
Web: www.port-mostaganem.com.dz - E-mail: epm@port-mostaganem.com.dz

ANEP N° 2531100434 Le Quotidien d'Oran 15/05/2025

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
République Algérienne Démocratique Et Populaire
وزارة الصحة
Ministère de la Santé
المركز الإستشفائي الجامعي عبد القادر حساني
Centre Hospitalo-universitaire Abdelhader Hassani
سیدی بلعباس
Sidi Bel Abbès

**AVIS D'ANNULATION D'ATTRIBUTION
PROVISOIRE DE MARCHÉ**

**N° d'indentification fiscale du contractant :
40801600002204100001**

- Conformément aux dispositions de la loi n° 23/12 du 05/08/2023 fixant les règles générales relatives aux marchés publics et du décret présidentiel n° 15/247 du 16/09/2015, portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public.

- Suite à l'attribution provisoire des marchés parue dans les quotidiens nationaux :

- 17 mars 2025 (parution dans Le quotidien d'Oran).
- 17 mars 2025 (parution dans الجزائر).

Relatif à l'avis d'appel d'offre national ouvert avec exigence de capacités minimales N° 01/2025 relatif à « Approvisionnement en gaz médicaux durant l'Année 2025 » pour le Centre hospitalo-universitaire de Sidi Bel Abbès paru dans le BOMOP les quotidiens nationaux :

- 03 février 2025 (parution dans Le quotidien d'Oran).
- 03 février 2025 (parution dans الجزائر).

- Suite à l'Avis de recours de la commission sectorielle des marchés -Ministère de la Santé- N° 52/2025, en date du 27/04/2025 .

Nous annonçons l'annulation de l'attribution provisoire du marché attribué à **SPA LINDE GAS ALGERIE** avec un montant de :

Montant Min : 11.160.944.55 DA.
Montant max : 14.122.194.10 DA.

LE DIRECTEUR GENERAL :

ANEP N° 2531007555 Le Quotidien d'Oran 15/05/2025



هـيـبروك للنقل البحري
HYPROC SHIPPING COMPANY
AU CAPITAL SOCIAL DE 40.000.000.000 DA

NIF N° : 0999 3101 03669 77

Tél : 213.41.82.15. 15/16-16 Fax : 213.41.82.18.18

Avis de prorogation de délai
Appel d'Offres National Ouvert en une seule étape

N°01/HYPROC S.C/IT/2025

Abonnements de souscription techniques et de mise à jour pour la plateforme Hardware et Software existante Data Center du Client auprès de l'éditeur pour une période de trois (03) années.

HYPROC Shipping Company SPA, porte à la connaissance de l'ensemble des Sociétés Intéressées par l'appel d'offres national ouvert N°01/HYPROC S.C/IT/2025/ Abonnements de souscription techniques et de mise à jour pour la plateforme Hardware et Software existante Data Center du Client auprès de l'éditeur pour une période de trois (03) années.

Paru sur le BAOSEM n° 2361 le 09/03/2025, Le quotidien d'Oran le 12/03/2025 et le 21/04/2025 à 10h00, que la date limite de dépôt des offres fixée initialement pour le 21/04/2025 à 10h00, est prorogée au 06/05/2025 à 10h00.

L'ouverture des offres aura lieu, séance publique ouverte, au siège de l'entreprise d'Oran, le 06/05/2025 à 10h30 mn.

ANEP N° 2531007587 Le Quotidien d'Oran 15/05/2025

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
MINISTÈRE DE L'HABITAT DE L'URBANISME ET DE LA VILLE
DIRECTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS DE LA WILAYA D'ORAN
NIF : 099831019295905

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE D'UN CONCOURS NATIONAL
D'ARCHITECTURE RESTREINT N° 103/2024

**« ETUDE ET SUIVI POUR LA REALISATION D'UN CENTRE
REGIONAL DES ARCHIVES DU TRESOR A ORAN »**

En application de l'article 82 / 2 du décret présidentiel N° 15/247 du 20-09-2015 concernant code des marchés publics et délégation de service public, la Direction des Equipements Publics de la Wilaya d'Oran, informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'appel d'offres N°103/2024, paru au quotidien quotidien « Le Quotidien d'Oran » le 07/01/2025 et le 08/01/2025 en langue étrangère et « EL DJEMHOURIA » en langue arabe le 09/01/2025, qu'Après séance d'analyse et d'évaluation des offres techniques et financières, il a été convenu ce qui suit :

Lot	BET	MONTANT	DELA ETUDE	OBSERVATION
ETUDE ET SUIVI POUR LA REALISATION D'UN CENTRE REGIONAL DES ARCHIVES DU TRESOR A ORAN	GROUPEMENT BELABACI (BET BELABACI + BET SABRI KADA)	22 841 000.00 DA TTC NIF : 17822290076314502280	04 mois	89.87/100 Offre Avantageuse

Conformément de l'article 82 / 2 du décret présidentiel N° 15/247 du 20-09-2015 portant réglementation des marchés publics et délégation du service public, modifié et complété, tout soumissionnaire contestant le choix opéré par le service contractant peut introduire un recours auprès de la commission des marchés publics de la Wilaya d'Oran dans les 10 jours qui suivent la publication du présent avis d'attribution dans les quotidiens nationaux ou le BOMOP

Conformément de l'article 82 / 2 du décret présidentiel N° 15/247 du 20-09-2015 portant réglementation des marchés publics, les soumissionnaires sont invitées au cours des trois jours qui suivent la parution du présent avis d'attribution public à se rapprocher de la direction des Equipements Publics de la Wilaya d'Oran afin de connaître le résultat d'évaluation des offres techniques et financières.

LE DIRECTEUR

ANEP N° 2531007572 Le Quotidien d'Oran 15/05/2025

La SARL COPIDA, Distributeur Exclusif DAYCO

Informe

Son aimable clientèle qu'une importation de fausses courroies de distribution de marque DAYCO a été importée.

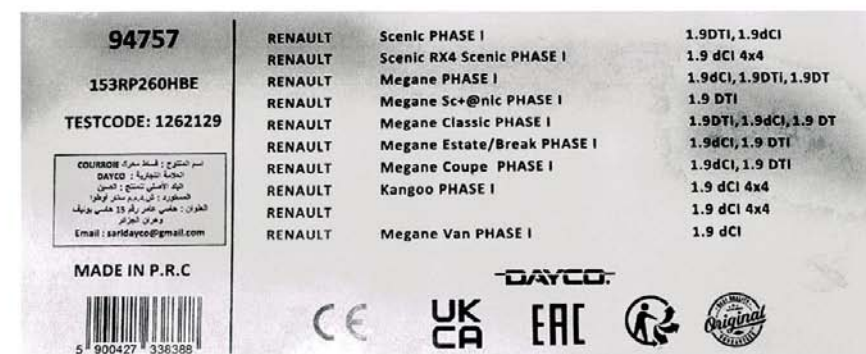
Nous mettons en garde les utilisateurs du danger qu'ils encourent eux et leurs véhicules.

Selon l'étiquette apposée sur l'emballage du produit, cette importation de CHINE a été faite par la Société STAR AUTOS.

Nos magasins régionaux ci-dessous et notre réseau de distribution sont à votre service pour tout renseignement.

COPIDA SIEGE	COPIDA ORAN	COPIDA ALGER	COPIDA AIN MLILA
N°02 Rue sans nom Hassi Bounif Tel : 0662 49 44 19	Tel : 0662 99 59 57	Tel : 0662 39 57 88	Tel : 0662 36 21 07

Voici l'étiquette de la fausse courroie en circulation :



REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DE L'HABITAT DE L'URBANISME ET DE LA VILLE
OFFICE DE PROMOTION ET DE GESTION IMMOBILIERE WILAYA DE MOSTAGANEM



DIRECTION GENERALE
N°
DG/2025
DMO/2025

MISE EN DEMEURE N°01
Au bureau d'étude : Groupement EL MIEMAR dont le siège social est à Lot 057 Rue Benyahia Belkacem - Mazagran - Mostaganem Marché N°98 En Date du 29/09/2024
Ayant pour objet :
Maîtrise d'œuvre : Etude et Suivi en TCE y compris VRD des 110/800 logements publics tranche 2024 à Khadra Wilaya de Mostaganem

- Conformément au décret exécutif N°21-219 du 20/05/2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux
- Conformément au décret présidentiel N°15-247 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés et de délégation de service public
- Vu le Marché visé par la commission des marchés publics de l'office en date du 29/09/2024 approuvée par le service contractant en date du 29/09/2024 sous le numéro : 98/2024 concernant le projet de Etude et Suivi en TCE y compris VRD des 110/800 logements publics programme 2024 à Khadra conclue avec Bureau d'Etude groupement EL MIEMAR dont le siège social est à Lot 057 Rue Benyahia Belkacem - Mazagran - Mostaganem
- Vu l'ordre de service N° 01 en date du 29/09/2024 sous le numéro 116/2024 portant démarrage des travaux objet du marché, notifié au bureau d'étude groupement EL MIEMAR en date du 29/09/2024.
- Vu le délai de la maîtrise d'œuvre qui est de : 21 Mois.
- Vu le rapport du chef de projet en date du 30/04/2025 qui signale le non respect du contrat par le BET et la négligence dans le suivi des travaux.
- En application des articles 31-32 du marché N°98/2024 en date du 29/09/2024 qui stipule la résiliation du marché.
- Vu les articles 149-150-151-152 du décret présidentiel N°15-247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public
- Vu l'article 119 du décret exécutif N°21-219 du 20/05/2021 portant l'approbation du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux.
- Vu le rapport du chef de projet en date du 30/04/2025, Négligence dans le suivi des travaux, non respect du contrat à savoir : deux éléments permanents sur site et ceci dans un délai de 48 heures à compter de la date de publication de la présente mise en demeure.
- Faute de quoi le présent marché sera résilié aux torts exclusifs du bureau d'étude.

Le Directeur Général

ANEP N° 2531007567 Le Quotidien d'Oran 15/05/2025



EPE/Spa Laiterie Fromagerie TESSALA

Filiale du groupe GIPLAIT, au capital social de 1 075 470.000 DA
N° d'identification fiscale : 0997 22 0022025 61

Route de Tenira Prolongée - B.P 157 Sidi Bel-Abbes ALGERIE
048 77-52-14 048 77-58-83 dg@lf-tessala.dz

AVIS D'ATTRIBUTION DEFINITIVE DE MARCHE

Conformément aux dispositions du décret présidentiel n°15-247 du 16 septembre 2015 et la loi n°23-12 du 05 août 2023 fixant les règles générales relatives aux marchés publics, l'EPE/Spa Laiterie Fromagerie TESSALA, filiale du Groupe GIPLAIT, informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'appel d'offres national restreint n°04/2025 portant « Fourniture des boîtes en carton pour le Camembert avec papier cellulosique », l'attribution définitive suivante :

Attributaire	Numéro d'identification fiscale	Montant de la soumission	Note technique	Note financière	Note finale	Observ.
Ets CHERIFI Abdenour	168161303050171	15.075.277,00 DA/TTC	50	30	80	/ /

ANEP N° 2531100435 Le Quotidien d'Oran 15/05/2025

TF1

20.10 HPI



Série policière - France - 2025
Saison 5 - Episode 1/8
Avec Audrey Fleurot, Bruno Sanches, Marie Denarnaud, Michèle Moretti
Morgane rompt avec ses habitudes. Après la naissance de Léo, elle décide d'emménager avec toute sa smala chez Karadec. Ils vont devoir apprendre à être à la fois coparent, colocataire et collègue. Un programme qui promet d'être explosif. Malgré les nuits blanches et l'adaptation délicate à ce nouvel environnement, ils doivent cependant reprendre du service.

2

20.15 Envoyé spécial



Présenté par Elise Lucet
«Coups de couteaux chez les ados» : Aujourd'hui, 34 % des agressions dans l'espace public impliquent une arme blanche. En 2024, 10 397 agressions au couteau ont été recensées, soit 28 chaque jour • «Eurovision 2025 : enfin une victoire Française ?» : Depuis la révélation de la participation de Louane au concours de l'Eurovision, le magazine s'est glissé dans les coulisses françaises de l'émission.

3

JEUDI

20.05 Cassandra



Série policière - France - 2021
Saison 5 - Episode 3
Avec Gwendoline Hamon, Alexandre Varga, Dominique Pinon
Chloé Legrand, 35 ans, directrice du centre accueil de La Première Pierre, proposant de l'hébergement et du travail, a été retrouvée morte. Elle a été tuée avec une barre de fer. Connue pour son autorité, elle était autant respectée que crainte, voire détestée. Cela fait pas mal de suspects potentiels pour Cassandra et Roche pas très bien accueillis dans cette association.

TMC

20.25 Justice League



Film fantastique - Etats-Unis - Grande-Bretagne - Canada - 2017
Avec Ben Affleck, Henry Cavill, Amy Adams, Gal Gadot, Ezra Miller
Alors que Superman est mort, Batman, assisté par le fidèle Alfred, combat le crime, ainsi que d'étranges créatures, à Gotham. Pendant ce temps, à Londres, Wonder Woman interrompt une équipe de criminels sur le point de commettre un attentat terroriste.

6

20.10 Cauchemar en cuisine



Présenté par Philippe Etchebest
Le célèbre chef se rend cette fois-ci à Sallèles-d'Aude, en Occitanie, où Laurent, compagnon de Joanne, l'a appelé à l'aide. Depuis six ans, cette dernière a repris un restaurant au bord du Canal du Midi, une guinguette bucolique pleine de charme.

CINE +
PREMIER

19.50 First Man : le premier homme sur la Lune



Drame - Etats-Unis - Japon - Chine - 2018
Avec Ryan Gosling, Claire Foy, Corey Stoll, Lukas Haas
En 1961, Neil Armstrong effectue un atterrissage assez brusque dans le désert de Mojave, après une mission aérienne. C'est le dernier incident en date pour Armstrong, fortement perturbé par le cancer qui a atteint sa fille âgée de deux ans et demi. Quelques mois plus tard, alors que son enfant vient de succomber à la maladie, le pilote tente de replonger très vite dans le travail.

W9

20.10 Glass



Thriller - Etats-Unis - Chine - 2019
Avec Bruce Willis, James McAvoy, Samuel Jackson, Sarah Paulson
Alors que Kevin Crumb, tourmenté par ses multiples personnalités, parcourt Philadelphie à la recherche de victimes, David Dunn, qui tient officiellement une boutique d'appareils de sécurité, tente de le retrouver avec l'aide de Joseph, son fils.

RTL9

19.55 Desperado



Film d'action - Etats-Unis - Mexique - 1995
Avec Antonio Banderas, Salma Hayek, Joaquim de Almeida
Afin de venger la mort de sa fiancée, le hors-la-loi El Mariachi se lance dans une traque à travers le Mexique pour retrouver l'auteur du crime, le redoutable Bucho. De village en village, le desperado, aidé par son fidèle ami Buscemi, traque le criminel. Il ne se déplace jamais sans un arsenal dissimulé dans son étui à guitare. Blessé lors d'une fusillade, El Mariachi est recueilli par Carolina.

TF1

20.10 Mask Singer



Saison 7 - Episode 3
Présenté par Camille Combal
Dissimulées sous des déguisements, des célébrités délivrent anonymement des performances scéniques. Dans le rôle des enquêteurs, Kev Adams, Chantal Ladesou, Laurent Ruquier et Elodie Poux tentent de regrouper des indices pour les démasquer. Parmi les dix-neuf concurrents au casting de cette nouvelle saison, figurent notamment des lauréats de prix artistiques prestigieux, des sportifs glorieux, des chanteurs à succès, des youtubeurs renommés, des comédiens populaires ou bien encore des animateurs télé.

2

20.10 Capitaine Marleau



Série policière - France - 2023
Saison 4 - Episode 12
- L'ami français
Avec Corinne Masiero, Christopher Bayemi, Eric Caravaca
Josselin Gramont, un maraîcher, est retrouvé mort à proximité de sa ferme, tué par arme à feu. Chargée de l'enquête, la capitaine Marleau découvre que la victime s'était liée d'amitié avec Joseph Nyandoro, un ex-Président africain qui vit en exil dans le village de Chabreuil depuis deux ans après le coup d'État qui l'a chassé du pouvoir.

3

VENREDI

20.05 La carte aux trésors



Présenté par Cyril Féraud
La Meurthe-et-Moselle, territoire s'étendant de Briey jusqu'à Baccarat en passant par Nancy et le lac de Pierre-Percée. Les participants Adélaïde et Vianney s'affrontent dans une recherche de capsules dissimulées à travers cette zone riche en contrastes. Leur périple les conduit vers des sites où l'art du feu transforme matières verrières et céramiques, puis à Nancy, centre historique de l'Art Nouveau.

CINE +
FAMIZ

19.50 Monster Cars



Film fantastique - Canada - Etats-Unis - 2016
Avec Lucas Till, Jane Levy, Amy Ryan, Rob Lowe, Danny Glover
Reece Tenneson, patron de Terravex, peu soucieux de l'environnement, découvre avec ses hommes qu'une étrange créature a fait exploser un de ses puits de pétrole. Non loin de là, Tripp, un adolescent bricoleur, retape depuis quelque temps un vieux 4x4 dans la casse de monsieur Weather, où il travaille occasionnellement.

6

20.10 Mission impossible : Protocole fantôme



Film d'action - Etats-Unis - 2011
Avec Tom Cruise, Paula Patton, Simon Pegg, Jeremy Renner
A Budapest, l'agent Hanaway est abattu par la tueuse Sabine Moreau. Dans une prison moscovite, des agents libèrent Ethan Hunt, qui avait volontairement disparu. Il lui est expliqué qu'Hanaway a été tué alors qu'il cherchait à récupérer les codes de lancement d'un ogive nucléaire. C'est un terroriste surnommé Cobalt qui les aurait achetés.

CINE +
FRISSON

19.50 The Amazing Spider-Man



Film fantastique - Etats-Unis - 2012
Avec Andrew Garfield, Emma Stone, Denis Leary, Martin Sheen
Peter Parker était encore enfant quand ses parents l'ont laissé à son oncle Ben et sa tante May, avant de disparaître. Aujourd'hui lycéen, il retrouve des études de son scientifique de père, et contacte le professeur Connors, qui travaillait avec lui sur des croisements d'ADN humains et animaux. Dans son laboratoire, Peter est mordu par une araignée.

ACTION

19.50 Dérapages incontrôlés



Thriller - Etats-Unis - 2002
Avec Ben Affleck, Toni Collette, Samuel L. Jackson, Sydney Pollack
Gavin Banek, un avocat, et Doyle Gipson, un père divorcé, se rendent au tribunal de New York. Le premier pour plaider dans une affaire de succession, le second pour obtenir la garde de ses enfants. Mais ils ont un accrochage sur l'autoroute. Pour aller vite, Banek règle le problème avec un chèque en blanc avant de partir.

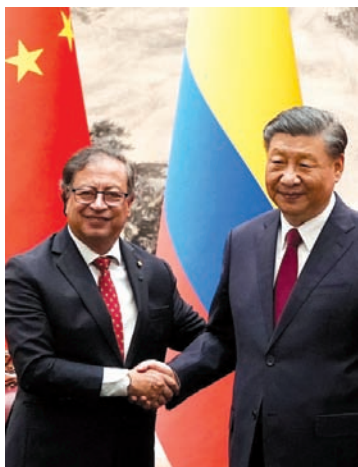
RTL9

19.55 World War Z



Film de science-fiction - Etats-Unis - Grande-Bretagne - Malte - 2013
Avec Brad Pitt, Mireille Enos, Daniella Kertesz, James Badge
Une étrange maladie transformant les hommes en zombies apparaît dans certains pays du globe. Ancien enquêteur des Nations unies, Gerry assiste, avec sa femme et ses filles, à une terrible attaque de zombies à Philadelphie. Alors que le monde entier bascule dans le chaos, il parvient à sauver sa famille.

La Chine et la Colombie signent un accord sur les «Nouvelles routes de la soie»



La Chine et la Colombie ont signé mercredi un accord visant à intégrer le pays sud-américain au grand projet chinois d'infrastructures des «Nouvelles routes de la soie», signe de l'influence croissante de Pékin en Amérique latine.

L'accord a été conclu en marge d'un grand rendez-vous diplomatique réunissant dans la capitale chinoise plusieurs dirigeants latino-américains et des Caraïbes et auquel participait notamment le président colombien Gustavo Petro. Le président chinois Xi Jinping avait notamment promis lors de l'ouverture de cette réunion un crédit de 66 milliards de yuans (8,3 milliards d'euros) en faveur du «développement» des pays d'Amérique latine et des Caraïbes.

A la suite d'une rencontre mercredi entre MM. Xi et Petro, «les deux chefs d'Etat ont assisté à la signature d'un plan de coopération entre leurs gouvernements pour la construction conjointe» des Nouvelles routes de la soie, a indiqué l'agence de presse Chine nouvelle.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Reprise de violents combats entre groupes armés en Libye



De violents affrontements ont de nouveau opposé des groupes armés rivaux à Tripoli dans la nuit et se poursuivaient mercredi dans plusieurs secteurs densément habités, après des combats ces derniers jours ayant fait au moins six morts, selon des sources sécuritaires.

Les affrontements ont repris dans Tripoli, à grande échelle. La Force Radaa n'est pas sous l'autorité du

Premier ministre du gouvernement de Tripoli, Abdelhamid Dbeibah, tandis que la Brigade 444, rattachée au ministère de la Défense, le soutient. Mardi, M. Dbeibah a annoncé la dissolution de Radaa, en même temps que le démantèlement d'organes sécuritaires contrôlés auparavant par un autre puissant groupe armé, la SSA (Autorité de soutien à la stabilité) dont le chef Abdelghani «Gheniwa»

el-Kikli, a été tué lundi soir.

Aucun bilan n'a été donné sur des victimes ou des blessés lors des nouveaux affrontements. «Alarmée par des informations faisant état de victimes civiles», la Mission de l'ONU en Libye, Manul, a appelé mercredi à l'arrêt des combats «permettant la mise en place de couloirs sûrs pour l'évacuation des civils pris au piège dans les zones de conflit intense».

L'UE approuve un 17e paquet de sanctions contre la Russie



Les ambassadeurs des 27 ont approuvé mercredi un 17e «paquet» de sanctions contre la Russie, qui cible de nouveaux pétroliers utilisés pour contourner les sanctions déjà existantes, destinées à limiter les exportations de pétrole russe, a-t-on appris de sources diplomatiques. Ces nouvelles sanctions sont indépendantes de celles «massives» envisagées dans le cas où Moscou refuserait de négocier et d'accepter un cessez-le-feu de 30 jours déjà accepté par Kiev et réclamé par ses alliés occidentaux.

Ce nouvel ensemble, en discussions depuis plusieurs semaines, cible près de 200 nouveaux navires utilisés par la Russie et une trentaine d'entités accusées d'avoir aidé Moscou à contourner les sanctions déjà mises en oeuvre. Au total, ce sont près de 345 navires qui sont désormais dans le collimateur de l'Union européenne, selon ces diplomates. Cette flotte opère essentiellement en mer Baltique.

Trump fait pression sur le président syrien



Donald Trump a rencontré mercredi à Ryad le président syrien Ahmad al-Chareh, à qui il a demandé de normaliser la relation avec Israël, après avoir annoncé une spectaculaire levée des sanctions contre Damas. L'entrevue, annoncée au départ comme brève et informelle par Washington, a duré près d'une trentaine de minutes, en présence du prince héritier saoudien Mohammed ben Salmane et du président turc Recep Tayyip Erdogan, qui s'est joint virtuellement à la conversation. Le président américain a appelé le nouveau chef de l'Etat syrien, arrivé au pouvoir en décembre à la tête d'une coalition de forces islamistes qui ont renversé Bachar al-Assad, à rejoindre les accords, par lesquels plusieurs pays arabes ont reconnu Israël en 2020, d'après un compte-rendu publié par la Maison Blanche. Il lui également demandé d'expulser «les terroristes palestiniens», et de prendre «la responsabilité» des prisons détenant des membres du groupe Etat islamique en Syrie, selon la même source.

Donald Trump avait annoncé mardi qu'il allait «ordonner l'arrêt des sanctions contre la Syrie».

Sierra Leone: plus de 2.000 cas de mpox recensés et 11 décès



Le nombre de cas de mpox recensés en Sierra Leone depuis le début de l'année a atteint le chiffre de 2.045, dont onze personnes décédées après avoir contracté le virus, selon un bilan publié lundi par le ministère de la Santé. 165 nouveaux cas ont été recensés sur la seule journée de dimanche. Début mai, les autorités sanitaires avaient fait état de neuf morts et 1.140 cas recensés dans ce pays d'Afrique de l'Ouest.

Le mpox, causé par un virus de la même famille que celui de la variole, se manifeste principalement par une forte fièvre et l'apparition de lésions cutanées, dites vésicules. Identifiée pour la première fois en République démocratique du Congo (RDC) en 1970, la maladie est longtemps restée circonscrite à une dizaine de pays africains.

L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a déclenché son plus haut niveau d'alerte en 2024 pour cette épidémie.

EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

FLAGRANCE ET NUDITÉ

Le président américain confirme encore une fois qu'au Moyen-Orient il est chez lui. Au cours de sa première expédition dans la région, il n'a pas été reçu en égal partenaire, ni en bailleur de fonds, mais en preneur accompli ne se permettant aucune retenue et n'accordant qu'un voile diplomatique trompeur pour imposer sa loi. Son image seigneuriale de collecteur de dîmes du moyen-âge a été pompeusement transparente pour laisser croire qu'il n'a été seulement qu'un neutre courtier et un négociant en bonnes volontés. La symbolique offrande du luxueux avion qatari au président américain est trop parlante pour croire que la région baigne dans une simple cordialité.

L'exigence faite à l'Arabie Saoudite d'in-

vestir 1.000 milliards aux Etats-Unis n'a rien d'une prière hypothétique, mais l'imposition d'une dîme royale au nom de son statut de commandeur d'empire. Au su et au vu du monde entier, il ne s'est pas retenu pour affirmer que l'existence de l'Arabie ne pourrait tenir qu'à un fil et que sans la particulière bienveillance des Etats-Unis, elle disparaîtrait en un jour. Si ce n'est pas là une menace, on se demande ce que c'est !

Quant à elle, l'infortunée Syrie en convalescence tatillonne n'a qu'à bien se tenir. Il lui est imposé de s'intégrer dans la lignée des monarchies et des pays qui se sont mis à genoux aux pieds d'Israël. L'an-

nulation effective de toutes les sanctions américaines qu'elle ne pouvait supporter n'est pas fortuite.

Elle parle d'elle-même pour prédire qu'aucun choix n'est laissé au nouveau pouvoir de Damas. L'inattendue grâce n'est ni une obole ni le formatage d'une générosité soudaine. Avec flagrance et nudité, elle laisse entendre qu'une entente a été formalisée à l'avance et que la docilité de la Syrie a été déjà acquise.

Un tel cas confirmerait un nouveau chamboulement dans la région et qu'au cœur des manœuvres, l'une des principales visées serait l'indomptable Iran. Dès lors, les actuelles négociations autour du nucléaire entre Washington et Téhéran ne seraient donc que de la poudre américaine aux yeux du monde.